Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Cinquième année
- N° 177 -
Vendredi
26 février 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

LEGISLATIVES 93

EUROPE



Repenser la gauche

Coll. Fondation Jean Jaurès

Votre courrier



nos enfants et petits-enfants. Jack Lang est admiré, considéré, même par les gens tièdes, sans opinion politique précise, tantôt à droite, tantôt à gauche, ballotés de ci, de là... Mais se rendent-ils compte du gâchis que provoquerait le retour d'un Léotard, Séguin, Pasqua... ou autre ténor RPR-UDF ? Il est temps de se réveiller et de sauver l'école de la République... en votant pour le PS, en votant bien.

ANNE-MARIE CONSTANTIN
Brest (29).

BIEN VOTER

Les électeurs ont-ils compris quels sont les enjeux des législatives de 1993 ? Chaque vote compte, chacun porte une part (si petite soit elle) de responsabilité dans l'évolution de la vie en société, de la société elle-même. Les exemples ne manquent pas pour illustrer la catastrophe nationale que constituerait le retour de la droite (des droites), au pouvoir.
Parlons seulement de l'Education nationale, c'est-à-dire de l'avenir de

FIN PRETS

Suppléant d'Annick Kerriou, candidate socialiste dans la sixième circonscription du Maine-et-Loire, face à Hervé de Charette, nul découragement de ma part. Résonnez tambours et trompettes, nous préparons la joute du 21 mars !
Qu'ici et maintenant, qu'ailleurs et tout de suite, l'ost militant retrouve l'ardeur des campagnes, réfute les rancœurs fausses ou justifiées, oublie les critiques parfois prouvées et se joigne au combat ! Toute désertion sera sévèrement réprimée, au soir du second tour, par le coupable lui-même.
Pas de défaitisme. Les déjà-perdu-d'avance, au rebut ! Maints candidats ne sont pas des pontes du Parti. Eh bien, tant mieux. Les électeurs se reconnaîtront en ces titulaires partageant souvent les mêmes affres du lendemain, les identiques soucis financiers, les semblables révoltes, les espoirs jumeaux.
Que notre parti prenne conscience que, dans les moments difficiles, ne se défilent pas ceux à qui l'on attribue généralement le collage des affiches. En cette période électorale, elles, ils, accrochent aux cimaises de la rue leur propre portrait. Une poignée de notables socialistes, pour reprendre une déclaration du regretté Yves Laurent, a oublié que le militantisme passe mal le cul sur la banquette arrière d'une voiture officielle. Vivre derrière des vitres teintées ou un rempart de dossiers exclut les yeux même les plus sincères de la réalité quotidienne.

CLAUDE SAMSON
La Varenne (49).

"SOCIALISME"

Faut-il abandonner le mot "socialisme" ? Le socialiste, dans le premier sens du terme, était celui qui "s'opposait à la peine de mort". Ainsi, en l'an 1765, les inquisiteurs de Vallombrosa, en Toscane, s'en prirent violemment à Cesare Ceccaria, partisan, comme Dante, de l'abolition de la torture et de la peine capitale, et de les qualifier de "i socialisti". Dans cette période de grand flou, d'abandon de repères, de naufrage des pays qui ont usé et abusé des mots essentiels comme socialisme, démocratie, je m'adresse à ceux qui avaient le pouvoir de leur donner un sens noble. Alors, Michel, Laurent, Pierre et les autres... faut-il bannir ces mots de notre vocabulaire ?
Le mot socialisme reste décisif. Parce qu'il interroge l'avenir, parce qu'il vise à introduire la pratique démocratique dans le tissu quotidien. Ce mot, souvenez-vous, de 1974 au Portugal, et de l'Espagne et de la France, avait une force surprenante de rêve.
Thomas Mann écrivait : "Des relations maladives et menaçantes, dans notre monde, sont constituées entre l'esprit, le niveau intérieur de connaissance déjà atteint véritablement par ceux qui constituent l'élite de l'humanité, et la réalité matérielle, c'est-à-dire ce qui lui reste encore à atteindre. Gommer cette contradiction humiliante et dangereuse, voilà le but que se propose la classe socialiste et ouvrière..."
Je paraphraserai ce cher Willy Brandt : "Si tous les socialistes s'étaient tenus à l'humanisme de Thomas Mann, notre monde se porterait un peu mieux."

MARIE-JOSE DESCAMPS
Creutzwald (57).

INFLATION

Dans le monde, l'inflation bat son plein, comme en France avant 1981 (15% d'inflation au temps des 23 ans de la droite). Le monde n'ignore pas que c'est le peuple qui en fait les frais : le loyer, la nourriture, la maladie, les enfants sont de plus en plus difficiles à assumer économiquement. Quelquefois, c'était le chômage qui compliquait la situation.
Mais les nantis, eux, n'étaient que peu dérangés par l'inflation. Celle-ci est une sorte de sélection par le prix. L'impuissance à vivre dignement est une atteinte aux droits essentiels, c'est-à-dire aux droits de l'homme.
Je pense que les Français moyens et petits peuvent remercier le président Mitterrand d'avoir graduellement diminué l'inflation pour la réduire aujourd'hui à moins de 2%. C'est un avantage dont peu de gens se rendent compte, mais c'est un avantage certain.

JEAN-YVON DELCAMP
Bondy (93).

CLAIR ET NET

Je crois utile de vous faire parvenir une page de "Pour une République moderne", de Pierre Mendès France.
"Ainsi donc, le premier devoir des hommes politiques, c'est la vérité, l'information loyale de l'opinion, le contact direct avec elle.
Mais voici une seconde responsabilité qui leur appartient : c'est de formuler pour le pays des objectifs concrets, précis, nets et que chacun peut apprécier et juger. Trop souvent, hommes politiques, candidats, partis, se contentent de promesses vagues et générales dans les programmes électoraux. On promet la paix, la prospérité, le bien-être pour tout le monde. Comment le pays choisirait-il en présence de propositions aussi imprécises, aussi générales, et qui d'ailleurs se ressemblent et se répètent quel que soit l'horizon politique dont elles proviennent ? Le devoir des hommes responsables, c'est de proposer des solutions claires, nettes, et limitées, rédigées dans le langage du peuple, des solutions que chacun puisse comprendre et juger. Sans doute, en parlant ainsi, on ne parviendra plus à satisfaire tout le monde à la fois. Mais les options seront plus nettes et les électeurs pourront choisir en sachant exactement sur quoi et pour quoi ils se prononcent."

FERNAND BENHAIM
Blois (41).

SOUSCRIPTION NATIONALE
ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993

(A retourner : Parti socialiste - Trésorerie - 10 rue de Solferino - 75007 Paris)

Nom-Prénom .....

Adresse .....

Ville - Code postal ..... Tél. .....

☐ Souhaite participer activement à la campagne du ***Parti socialiste*** aux élections législatives de mars 1993

Ci-joint don de ..... francs, le .....Signature.....

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Codirecteur de la publication : François Rebsamen
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; B. Jaubert / Sipa-Image (p. 11) ; P.H. Versele / Gamma (p. 14) ; P. Parrot / Sygma (p. 15) ; M. Shandiz / Sygma (p. 18) ; M. Lamoureux (p. 20) ; Les Editions ouvrières / D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE INTERIEURE

4 Michel Rocard : "Oser une nouvelle approche de la société"
5 Editorial : Laurent Fabius
7 Livres politiques
8 Campagne électorale dans l'Aisne
9 Campagne électorale dans la banlieue lyonnaise

POLITIQUE ET SOCIETE

10 Avenir de l'éducation : les contradictions de la droite

11 à 14 **LEGISLATIVES 93**

La Communauté des Douze

11 Elisabeth Guigou : "Construire l'Europe sociale"
12 Ce que nous avons fait
13 Ce que nous proposons
14 Ce que la droite propose



▲ Michel Rocard (pp. 4 à 6).



▲ Livres politiques (p. 7).



▲ Sécurité sociale (p. 17).

15 La mafia en France : comment attaquer le mal à la racine ?
17 Sécurité sociale : le chômage creuse le déficit

POLITIQUE INTERNATIONALE

18 Iran, l'avenir incertain de la République islamique
19 • L'Europe avance, même à Londres
• John Smith : Le Labour a choisi la CE
• Un néocommunisme à la lituanienne

CROQUIS

20 • Lettre à...
• Virgil Tanase

CULTURE

21 Le mouvement ouvrier et ses divers visages
22 • Post-scriptum
• Cinéma : "Malcolm X"

INVITE

23 Roger Lesgards

Claude Estier

20 février

Les instituts de sondage vont vite. Vingt-quatre heures après les deux interventions de François Mitterrand sur France 3, ils nous font savoir que les Français les ont trouvés peu convaincantes alors qu'une majorité approuverait le discours de Michel Rocard à Montlouis. Comme s'il s'agissait d'une compétition entre les deux hommes ! Je crois que si le dialogue du président avec les Français en a laissé beaucoup sur leur faim, cela tient moins à lui-même qu'à la formule de l'émission. Je partage l'opinion de Claude Marti, qui fut conseiller en communication à la fois de Mitterrand et de Rocard : "On a mobilisé une chaîne de télévision, le minitel. 23.000 questions ont été posées... Finalement, on se retrouve avec une dizaine de questions sans intérêt. C'est vraiment prendre une presse de trois tonnes pour casser des noix !" Conclusion : puisqu'une nette majorité de Français -toujours les sondages- trouve "plutôt normal" que le président de la République intervienne à la télévision avant les élections législatives, il faudrait trouver la prochaine fois une forme d'émission plus cohérente.

21 février

A "L'Heure de vérité", Georges Marchais a chaussé de gros sabots pour interpréter à sa manière le discours de Michel Rocard. Puisque le Parti socialiste c'est fini, dit-il, il n'y a plus qu'un seul choix : voter pour le Parti communiste. Je retiens cependant que, l'instant d'après, le secrétaire général affirme qu'il appellera ses camarades, "même si c'est dur" (sic), à voter pour les candidats socialistes au second tour car "avec la droite ce serait pire". Et aussi, sans doute, parce qu'en l'absence de désistements à gauche, il n'y aurait plus de groupe communiste dans la prochaine Assemblée nationale !

22 février

Le "big bang" de Michel Rocard entre en deuxième semaine puisque les titres de la presse de ce lundi matin lui sont encore consacrés. La formule était faite pour frapper et les médias s'en sont emparés au risque de donner, une fois de plus, une version réductrice de l'événement.
Avec Anne Sinclair, à "7 sur 7", Rocard a pu, dimanche soir, s'expliquer plus complètement. Qui ne l'approuverait de vouloir créer une électro-choc dans une campagne électorale qui se traînait entre "l'excès d'arrogance de la droite et l'excès de désespérance des socialistes" ? Etait-ce le moment ? Il pense que oui et, en tout cas, il prend ses responsabilités. Plus essentielle est la question de savoir ce qu'il entend par "redistribuer la donne".
S'agit-il d'enterrer le Parti socialiste, comme le prétendent certains ? Ce serait folie car, comme le souligne Lionel Jospin, "on ne reconstruit pas sur des cendres". Je ne crois pas que ce soit l'idée de Rocard puisqu'il suggère qu'un congrès, dès le mois de juin, permette au PS de prendre toute sa place dans le nouveau mouvement qu'il appelle de ses vœux. Celui-ci, précise-t-il, ne pourrait être qu'une structure fédérale à l'intérieur de laquelle se retrouveraient celles et ceux qui sont animés par la même volonté de transformation sociale." Les communistes rénovateurs ? Peut-être. Les écologistes ? Cela dépendra du choix qu'ils feront. Des centristes ? Je suis plus sceptique...
Quoi qu'il en soit, il ne s'agirait pas de fonder un nouveau parti, ce qui serait sans doute voué à l'échec, mais de se rassembler sur des idées qui définissent un camp du progrès face à celui des conservateurs. Cela passe, bien entendu, par une profonde rénovation du PS, de ses méthodes et de son fonctionnement. C'est ce qu'attendent, je crois, la très grande majorité de nos militants qui savent bien que le monde a changé depuis Epinay. Encore faut-il redoubler d'efforts pour que les élections ne se traduisent pas par une victoire massive de la droite qui rendrait la suite plus difficile.



Michel Rocard : "Oser une nouvelle approche de la société"

Après le discours de Montlouis, notre candidat à la présidentielle précise sa nouvelle approche de la société et la place du PS dans la recomposition politique.

Vous avez déclaré : "Les clivages sur lesquels vit le système politique ne sont plus ceux sur lesquels vivent les gens." Le clivage gauche-droite est-il aboli ?
Michel Rocard. Aboli, sûrement pas ! Le clivage droite-gauche existe toujours évidemment, mais il évolue, change d'objets et parfois de formes. La représentation d'une organisation sociale tout entière centrée sur le travail salarié à plein temps contredit par trop les réalités nouvelles. L'arrogance idéologique résultant de l'affrontement de la plupart des forces politiques entre elles est contredite par l'absence de solution parfaite, de traitement idéal et complet du chômage. Il faut trouver des compromis dynmiques qui permettent der traiter les grandes difficultés du monde contemporain. Ainsi, le rééquilibrage de l'assurance maladie ou l'approfondissement de l'amélioration pédagogique du système scolaire en France passent moins par la victoire arithmétique d'un conflit de classe ou d'une bonne bataille politique que par des compromis avec différentes forces sociales pour les entraîner dans des actions communes. Preuve que certaines questions ne peuvent être résolues à travers une philosophie fondée exclusivement sur la lutte des classes. Cela dit, il y aura toujours des conflits d'intérêt pour partager le produit national et les bénéfices de chaque entreprise, les salariés seront fondés à dire qu'ils en veulent davantage. Cela s'appelle la lutte des classes, elle est permanente, mais ce n'est plus le facteur dominant et exclusif d'organisation de la vie sociale. Je pense donc que les militants socialistes doivent réfléchir au contenu des questions essentielles à résoudre, la sécurité, l'éducation, la défense de l'harmonie d'un cadre de vie et trouver les méthodes exactes qui entraînent une mobilisation positive des forces sociales.



Pouvez-vous trouver des convergences entre toutes les sensibilités de votre "big bang", qui vont des centristes aux communistes rénovateurs ?
Il y a des hommes et des femmes de progrès un peu partout. L'essentiel est de ne pas régler les comptes du passé, de faire tomber les méfiances et de dresser la liste des questions importantes. Je prends les deux questions essentielles : pour diminuer le chômage, il n'y a plus qu'une voie, celle qui permet de déconnecter le caractère complet et exclusif du travail productif, de la rémunération, de l'activité et de l'usage du temps. On sort d'une société monolithique où on apprenait, puis on travaillait et, enfin, on se reposait sans chercher à être actif. Cette organisation de la société est révolue. On sait maintenant que, pour être heureux à un âge avancé, il vaut mieux être utile à quelque chose et il y aura du travail et une rémunération pour tout le monde à condition de gérer différemment le temps. Il faut engager cette évolution progressivement. Il ne faut pas amputer les gens actifs de reve-

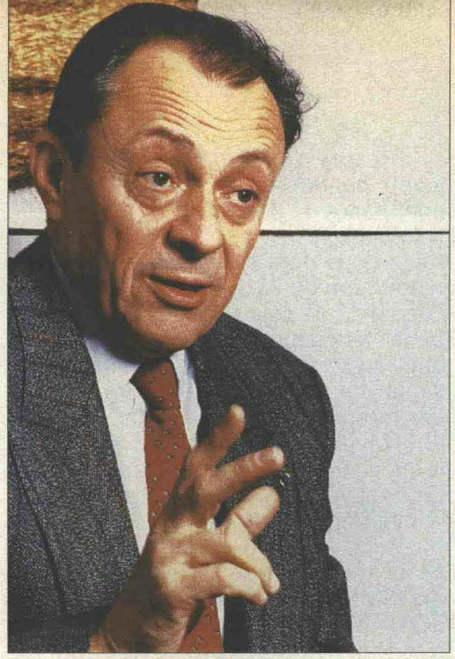


Le 17 février, à Montlouis-sur-Loire, Laurent Fabius, Michel Rocard et les candidats de la région.

> **LE PARTI SOCIALISTE AURA LA MEILLEURE PLACE S'IL EST CAPABLE DE SE LA DONNER**

nus importants car ils refuseraient ce mouvement. La marche dans cette direction devra reposer sur la négociation annuelle des gains de productivité. Elle se fera par branches, donc par la négociation plus que par la loi. Deuxième point majeur, les inégalités géographiques entre villes et banlieues, entre régions, entre terroirs. Il faut pouvoir mieux organiser nos solidarités spatiales. Ne faut-il pas, par exemple, un pouvoir d'agglomération ?
Ces questions sont transversales par rapport à notre tradition de confrontation politique qui, si elle ne tourne que sur elle-même, devient stérile. Notre société doit être capable de produire de la décision politique pour traiter ce genre de phénomènes. Après, on pourra réviser l'écriture des statuts de notre Parti et choisir nos chefs... Si vous attendez que je dise qu'il faut faire la peau à tel ou tel qui occupe telle fonction dans le dispositif, eh bien non ! Ce n'est pas la priorité. Le plus urgent est de savoir si oui, dans la mouvance socialiste, il y a suffisamment de gens pour oser se reposer les problèmes de cette nouvelle manière. Et si, dans d'autres formations politiques qui n'ont pas renoncé au progrès social, on se pose aussi le problème de la redistribution des cartes et des objectifs. Cela va des communistes aux centristes en passant par les écologistes. Je ne fais pas cadeau au RPR de la mouvance centriste. Je ne comprends pas la méfiance congénitale de beaucoup de camarades socialistes qui considèrent qu'on a trahi dès l'instant qu'on a parlé avec un centriste. Je ne fais pas cadeau à l'actuelle direction du Parti communiste, de tout ce que compte de dévouement et de préoccupation sociale le militantisme communiste.

Les centristes et les écologistes ont semblé réticents à votre appel. Qu'est-ce qui peut les faire changer d'avis ?
Les écologistes vont à une élection majoritaire à deux tours avec une stratégie de proportionnelle à un tour. Cela sera un échec. Comme nous avons été hier trop arrogants, aujourd'hui peu diplomates, nous ne pourrons réellement parler avec eux qu'après les élections. Mais, d'abord, acceptons l'idée qu'ils existent. Ensuite, on verra pour l'intérêt du pays et de la transformation sociale quelque intérêt à travailler ensemble. Sinon, il y aura un espace tranquille pour une droite conservatrice qui se durcit actuellement.



Cette recomposition politique passe-t-elle par un changement du mode de scrutin ? Avez-vous évolué sur cette question ?
Ce qui évolue, c'est le terrain, la situation. Il n'y a pas de mode de scrutin parfait. On demande à un mode de scrutin de fournir une représentation, mais aussi des assemblées capables de délibérer et de gouverner, donc d'avoir des majorités. Je suis donc partisan d'un scrutin à dominante majoritaire avec une dose de proportionnelle, car il faut donner toute sa qualité nécessaire à la délibération et faire que tout le monde soit représenté.

Avez-vous été surpris par les réactions des modernistes de la droite ?
Non, car la vraie droite française a ses structures, son histoire. Il y existe une raideur évidente, même si le strass et les paillettes tentent de la cacher.

Existe-t-il une droite ou des droites ?
Le conflit est biséculaire, en France entre la droite nationale sinon nationaliste, à l'occasion protectionniste, populiste, ayant cependant un discours social assez net, bref la droite royaliste légitimiste, puis bonapartiste, puis gaulliste et la droite bourgeoise financière, internationalisée, prête souvent à pactiser avec n'importe qui, l'Allemand ou l'Américain, sans préoccupation sociale. Ce n'est pas seulement une affaire de compétition entre Giscard d'Estaing et Chirac. Entre ces deux droites, l'aigreur est culturelle. Le drame est celui des centristes qui ne se reconnaissent ni dans l'une ni dans l'autre.
En Allemagne, les centristes ont longtemps gouverné avec la social-démocratie, en Espagne, ils gouvernent dans les régions avec les socialistes. Les choses se passent bien, à condition que les objectifs de réforme soient clairement définis par le camp de la transformation sociale dont nous sommes. Pas d'erreur là dessus.

Est-ce une structure fédérative du type de la FGDS que vous proposez ?
Je ne crois pas qu'il soit ni raisonnable, ni souhaitable de faire disparaître toutes les formes d'association ou d'organisation collective en politique. Tout le

Protectionnismes

Les décisions récentes de Bill Clinton concernant les aciers européens et l'agriculture, les menaces américaines contre Airbus, les désordres profonds en ce qui concerne la pêche, la délocalisation d'Hoover : ici on propose des mesures de protection, là des contre-mesures. Les protectionnismes ont aujourd'hui le vent en poupe. Conclusion souvent tirée : l'Europe de Maastricht est par terre.
Il s'agit à la fois d'un vrai problème et d'une fausse solution. Face à ces menaces, la dislocation de l'Europe que prônent ou qu'acceptent certains serait une politique de l'autruche : si elle était isolée, la France ne pourrait pas résister. En revanche, l'Europe doit savoir mieux se défendre qu'aujourd'hui. Le gouvernement a eu raison de manifester sa détermination à utiliser le veto dans le cadre des discussions agricoles du GATT.
L'Europe, dans ce domaine comme dans les autres, ne sera crédible que si elle sait proposer et se défendre. C'est le contraire de l'Europe terrain vague. On ne répondra pas aux protectionnismes étrangers par moins d'Europe, mais par une Europe plus forte et socialement plus affirmée. C'est le choix ferme que nous faisons.

Laurent Fabius

monde est content d'être chez soi, y compris les socialistes, d'ailleurs... Nous avons nos habitudes, nos traditions avec notre mémoire et nos grands noms qui commencent avec Jaurès. Par conséquent, il s'agit de trouver de meilleures manières de faire coopérer les forces politiques. Par exemple, n'est-il pas absurde que pour arrêter le schéma directeur en Ile-de-France des votes tactiques retardent tout et prolongent le mal-vivre de nombre d'habitants de cette région ? Je ne veux pas m'avancer davantage aujourd'hui. J'ai dit fédéral ou fédératif parce que c'est un mot généreux et ouvert. La vérité est que ces liens seront d'autant plus denses qu'il existera une vraie convergence sur les choses essentielles, comme l'égalité continue des chances, qui consiste à prévoir, à chaque étape de la vie, des passerelles, des filets de sécurité, des possibilités de formation pour chacun, comme la réduction des inégalités géographiques, comme la réforme de l'Etat, comme la volonté européenne. Il y a là une philosophie de la vie publique moins agressive et plus coopérative, nécessaire pour faire face aux besoins d'aujourd'hui.

Quelle place doit avoir le PS ?
La meilleure, s'il est capable de se la donner. La crise du système représentatif, les mœurs politiques arrogantes et méprisantes, la crise de confiance de l'opinion sont profondes et graves si l'offre politique n'est pas profondément transformée. Or, l'offre, cela dépend de nous. Voyez ce qui s'est passé avec l'écologie. Les avancées du combat écologique, c'est nous qui les avons souvent négociées et réalisées. Il n'empêche, les écologistes sont montés électoralement dans le même temps, plus par un rejet de formes politiques trop classiques que pour leur combat sur la pollution de l'atmosphère. Je pense que ceux qui iront le plus loin et le plus courageusement sur eux-mêmes auront la confiance des Français. Le PS et ses militants ont toutes leurs chances. Avant tout, je suis socialiste et ce discours qui demande des changements politiques profonds, c'est encore une chance qu'il vienne d'un socialiste.

Avez-vous déjà quelques idées sur la rénovation du PS ?
C'est bien de cela dont nous venons de parler longuement. Mais je ne crois pas que l'on puisse séparer le travail de rénovation interne du travail de rénovation des mœurs collectives. Rénovation doit aller avec rassemblement. Renouvellement doit supposer réunification. Ces mouvements doivent être parallèles et interdépendants.

Vous avez critiqué le fonctionnement du PS et appelé à voter pour ses candidats, n'est-ce pas contradictoire ?
Nos candidats sont, évidemment, les meilleurs ! Ce qui fait l'action politique, c'est l'engagement personnel d'individus, d'hommes et de femmes qui croient à des idées et c'est l'ensemble des règles, institutions et procédures qui les relient. Ce que je crois et que j'ai dit à Montlouis, fermement et un peu vertement, c'est que beaucoup de ces règles sont caduques et ressenties comme dépassées. Ceux qui sont peu engagés en politique sont agacés qu'automatiquement un type de droite ne puisse dire que du mal de ce que fait un type de gauche, même quand c'est bien, et inversement. Déterminons les vrais clivages, ceux que ressentent les Français et qui ont une influence sur leur vie. Redistribuons aussi la manière de travailler ensemble avec nos militants. L'effondrement du PC a laissé des hommes et des femmes qui croient au progrès social en ayant perdu leurs naïvetés. Nos amis écologistes sont une dizaine de mille dans les deux organisations, les militants socialistes sont plus de 130.000, quelle formidable chance, quelle force de militantisme à réorganiser ! Aujourd'hui, il ne faut pas décevoir.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï et Lyne Cohen Solal



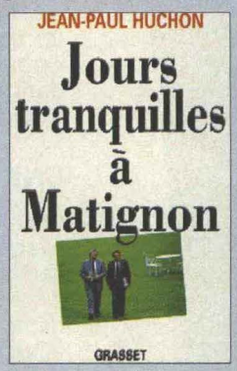
LAURENT
FABIUS
BERNARD
KOUCHNER
LUNDI 1er MARS
20 heures 30
BORDEAUX
PALAIS
DES CONGRES
BORDEAUX-LAC

LAURENT
FABIUS
MARDI 2 MARS
19 heures
DUNKERQUE
SALLE DE LA
CONCORDE
PETITE-SYNTHE

des livres politiques...



"Jours tranquilles à Matignon"



Evidemment, le titre est à prendre au deuxième degré. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de Michel Rocard, premier ministre, était bien placé pour mesurer à quel point les lambris de Matignon abritent un véritable ruche dévoreuse de temps, d'énergie et de vie privée. A lire ce récit alerte, sans révélation bouleversante mais très instructif sur le fonctionnement de la machine gouvernementale, on a peine à croire Michel Rocard lorsqu'il évoque sa "présence subalterne" à Matignon pendant trois ans. Car, même si "l'aiguillon" Mitterrand n'a pas toujours facilité la tâche à Rocard, Huchon affirme : "Le premier ministre a pu gouverner". Il décortique finement la complexité des relations Mitterrand-Rocard, se montre sans complaisance pour le mitterrandisme du début des années 80, sans pour autant taire son admiration pour le talent du président. Il raconte quelques tranches d'histoire, graves et solennelles, comme les accords Matignon ou la guerre du Golfe, ou bien surréalistes comme le congrès de Rennes. Il montre les bases bancales de l'ouverture en 1988, distribue quelques coups de griffe à certains éléphants socialistes accusés de "jouer perso" au gouvernement, mais trace aussi quelques portraits pleins de psychologie, notamment de Lionel Jospin et de Laurent Fabius. Ce livre est également une pièce dans la stratégie présidentielle de Michel Rocard puisqu'il pose les jalons du "big bang". Enfin, du témoignage de Jean-Paul Huchon, on retiendra une rare humilité par rapport au pouvoir. En attendant de lire un jour la suite, "Jours tranquilles à l'Elysée" ? ***J.-P.B.***

GRASSET, 279 P, 110 F

"La France aux urnes"

L'auteur, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, fait le récit des consultations électorales nationales (présidentielles, législatives, européennes) depuis 1945.
Partant de l'idée que quelques partis politiques expriment les clivages et les conflits principaux de la société et qu'ils expriment ces conflits avec les moyens de la démocratie, et notamment le recours à la légitimation électorale, Pierre Bréchon retrace les batailles électorales et rappelle leurs résultats successivement pour chacune des grandes familles politiques : extrême droite, gaullisme, droite non gaulliste, gauche non communiste, communisme, écologistes.
Quelle traduction électorale trouvent les considérables transformations enregistrées depuis cinquante ans : structure de l'économie, rapports sociaux, diffusion de la culture, recul religieux, désyndicalisation, etc. La période récente se traduit par une mobilité croissante du vote : la bipolarisation née de l'élection présidentielle n'y est pas étrangère. ***J.G.***

DOCUMENTATION FRANÇAISE-ETUDES, 172 P., 75 F

"Jacques Delors, artiste et martyr"

Voilà une biographie des plus vivantes. Bernard Maris habite son personnage, Jacques Delors, avec un plaisir jubilatoire. Il restitue avec humour les cas de conscience, les hésitations, voire la fausse modestie qui animent le "martyr" Delors. Sans doute ces tiraillements proviennent des origines chrétiennes de gauche de Delors, de la jeunesse de cet enfant "naïf mais pas gnan-gnan" qui jouait avec ses copains dans un quartier populaire de Paris mais rentrait de bonne heure pour faire ses devoirs. De ses racines, le président de la commission de Bruxelles a gardé la simplicité, des amis, et sa ferveur catholique. Mais il serait faux de faire de lui un "torturé". "C'est un bon vivant. Il adore jouer", note Martine Aubry, sa fille. Intellectuellement aussi, Delors est un joueur. Son érudition d'autodidacte lui permet de jauger à leur juste valeur ses partenaires et ses rivaux et d'entretenir avec eux des relations dont il ne déteste pas cultiver l'ambiguïté. D'où sa place un peu à part dans la galaxie politique. C'est Delors l'artiste. Il fait partie des esthètes de la politique et non pas des tueurs. Question : en politique, un martyr et un artiste peuvent-ils gagner le ciel (l'Elysée) ? ***J.-P.B.***

ALBIN MICHEL, 326 PAGES, 98 F

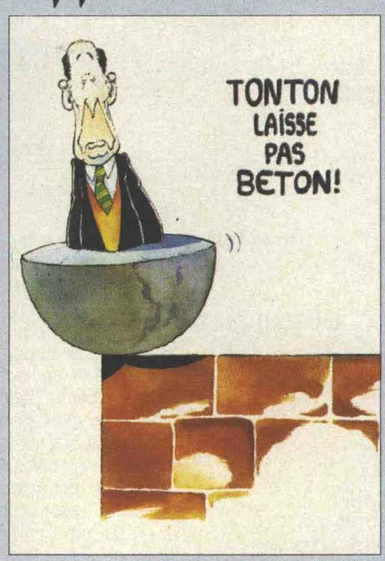
"Pouvoirs" "Campagne électorale"



La dernière livraison de cette revue d'études constitutionnelles et politiques est consacrée à la campagne électorale, phase déterminante de l'élection. D'où l'importance de savoir comment l'on devient candidat (François Patriat), quelle est la marge de manœuvre des candidats par rapport aux partis (Frédéric Sawicki), qui finance les campagnes (François Philizot), quel est l'impact de la télévision -aux Etats-Unis et en France- (Denis K. Davis, Olivier Duhamel), quel est le poids de la presse (Noël Copin), comment utiliser les sondages (Roland Cayrol), quels sont les effets et contre-effets de la campagne (Jérôme Jaffré). ***J.G.***

PUF, N° 63, 192 P., 105 F

"Wiaz : "C'est pas gagné"



Le dessin politique, lorsqu'il est marqué du talent, dépasse l'anecdote et acquiert une puissance d'expression souvent supérieure à celle du texte. Le grand art pour le dessinateur est de manier l'humour sans la méchanceté, d'être caustique et jamais gratuit.
Wiaz illustre depuis vingt ans les grands articles politiques du "Nouvel Observateur" et de "La Croix" et publie un album de quelques-uns des deux cents dessins de ces trois dernières années : heurs et malheurs du Parti socialiste, Giscard et Chirac fratricides, le guerre du Golfe, Maastricht, remis en perspective. ***J.G.***

EDITIONS PLUME, 114 P., 135 F

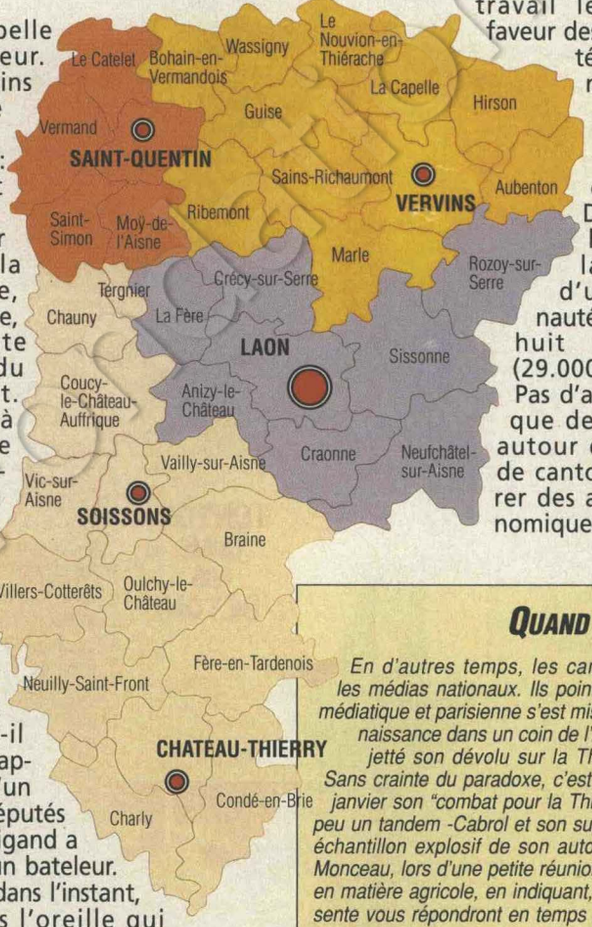
dans l'Aisne, près des gens du terroir



180 communes à visiter... Jean-Pierre Balligand à Esqueheries.

La Thiérache, dans l'Aisne. Jean-Pierre Balligand est d'ici. Il ressemble à ce territoire, solide et franc.

On ne l'appelle pas monsieur. Encore moins monsieur le député.
On l'interpelle : Balligand ! On dit Jean-Pierre.
Ces temps-ci, sur les routes de la rurale Thiérache, au nord de l'Aisne, sillonne la petite voiture rouge du député sortant. 180 communes à visiter. Jean-Pierre Balligand les connaît par cœur et par le cœur.
"Je ne vais pas faire un long discours pour me présenter...
Je vieillis, j'ai quarante-deux ans", annonce-t-il dans les mairies, rappelant qu'il fut l'un des plus jeunes députés élus en 1981. Balligand a quelque chose d'un bateleur. Costaud. Il est là, dans l'instant, tout entier dans l'oreille qui écoute les agriculteurs attablés autour de lui. "Vous connaissez mon adresse, vous savez sur quel palier déposer du fumier", leur dit-il, semblant peu offusqué de ces coutumes malodorantes.



Une voix sourde, qui assène parfois. Il parle aussi avec les mains, avec le buste, il parle tout entier pour défendre son idée fixe : l'aménagement du territoire et la nécessité d'un rééquilibrage par les provinces. Il rappelle son travail législatif en faveur des communautés de communes "pour aller contre les vieilles histoires de clocher". Déjà une réalité ici, avec la création d'une communauté de soixante-huit communes (29.000 habitants). Pas d'autre solution que de se grouper autour du chef-lieu de canton pour attirer des activités économiques et ramener ainsi de la taxe professionnelle dans l'escarcelle des communes les plus démunies. La solution ne vient pas du ciel, elle ne viendra pas davantage de Paris. Balligand donne l'exemple. A Vervins (3.000 habitants), dont il est maire depuis 1983, devenue ville multipolaire, et où deux ateliers relais ont permis la création de 105 emplois. Il évoque aussi les perspectives, comme l'usine de biocarburants, qui fonctionnera en avril et dont sortiront à terme un million d'hectolitres d'éthanol.

UNE DEMANDE FRANCHE

On n'a que faire par ici des généralités évaporées, des visions bucoliques de la campagne. Question de survie. On ne l'écoute pas béatement, on a la demande rugueuse et franche. Balligand aligne au centime près le cours du porc, le montant du Fonds national de solidarité vieillesse ou de la prime de la jachère. C'est leur quotidien. Il le partage. "Dans nos pays, on n'est pas pour des hommes qui font de la politique, mais pour des hommes qui s'occupent de nos affaires." Il les rassure : sur le GATT, par exemple, il ne votera jamais par discipline bébête. On a remarqué qu'il avait accueilli à Vervins ses copains quadras : Ségolène Royal, François Hollande, Frédérique Bredin... Ils ont appelé à faire la politique autrement, prêts à "secouer le cocotier".
"Bonne semaine... et puis, vous voterez comme vous voudrez", lance-t-il à l'issue d'une réunion. Pour prendre l'apéro, on fait ouvrir l'unique bistrot-épicerie de la commune. La tenancière est courbée en deux. 80 ans et des poussières. Aux prochaines législatives, pourra-t-on encore s'accouder au comptoir ?



Maryline Trassard

QUAND LE MANDARIN SORT DE SON SERVICE

En d'autres temps, les campagnes électorales de Jean-Pierre Balligand laissaient de marbre les médias nationaux. Ils pointent aujourd'hui le bout de leurs micros. C'est qu'une sommité médicale, médiatique et parisienne s'est mise en tête de venir titiller, en son domaine, le député du cru. En vertu d'une naissance dans un coin de l'Aisne, le professeur Cabrol, célèbre pour ses transplantations d'organes, a jetté son dévolu sur la Thiérache, qu'il entend sauver de la misère grâce à sa seule notoriété. Sans crainte du paradoxe, c'est de Paris, et plus exactement du somptueux hôtel Lutétia, qu'il lancait en janvier son "combat pour la Thiérache". Une candidature tièdement accueillie par l'UDF locale, qui goûte peu un tandem -Cabrol et son suppléant- totalisant 140 ans. Et voilà que le professeur donne en public un échantillon explosif de son autoritarisme. La scène, rapporte la presse locale, a eu lieu à Chevresis-Monceau, lors d'une petite réunion électorale. Le professeur commença par laisser transparaître son incurie en matière agricole, en indiquant, à la suite de questions sur la PAC : "Les instances du parti que je représente vous répondront en temps utile." Puis, raconte le journaliste de "La Voix de l'Aisne", un témoin le vit passer "du blanc au rouge et du rouge au cramoisi". "Je suis riche, je n'ai pas besoin de cela pour vivre... Vous êtes tous des c...", finit-il par lâcher, avant de saisir une chaise et d'en frapper le sol avec violence.
Comment ? Le célèbre mandarin condescend à jetter un regard sur les "culs terreux" de la Thiérache et ils osent lui porter la contradiction ? Cabrol imaginait sans doute rencontrer des indigènes médusés et déférents. Las, les Thiérachiens ne se payent pas d'apparences.

NS LES CIRCONSCRIPTIONS

dans le Rhône, présence et défense des acquis

Martine David a l'âme d'une battante. Dans la banlieue de Lyon, elle mène une campagne énergique, attentive aux préoccupations de chacun. Son message essentiel : rien n'est jamais définitivement gagné, il faut continuer à se battre.





▲ *Sur le terrain, à l'écoute des citoyens.*

◀ *Martine David et son suppléant, Bruno Polga.*

9heures. Il fait un froid terrible, ce matin-là, à Saint-Priest, dans la banlieue lyonnaise. Visage serein et souriant, allure élégante, et déterminée, Martine David, député de la XIIIe circonscription du Rhône, arrive devant l'hôtel de ville et retrouve son suppléant, Bruno Polga, maire de Saint-Priest et conseiller général, en compagnie de quelques militants. Un petit café, et en route pour une journée marathon riche de contacts et de rencontres. Journée presque ordinaire pour Martine David car, campagne ou non, elle ne conçoit pas son rôle d'élue (elle est aussi adjointe au maire de Décines) autrement que sur le terrain, auprès des citoyens et à l'écoute de leurs préoccupations. Les personnes, les associations ne sont donc pas étonnées de la rencontrer.

MOBILISER DES LE PREMIER TOUR

Suppléante de Jean Poperen (maire de Meyzieu) en 1988, Martine David devint député lorsqu'il fut appelé au gouvernement. Cette circonscription, très urbaine et assez étendue, réunit trois cantons (Décines, Meyzieu et Saint-Priest) et compte près de 132.000 habitants. Les trois plus importantes communes (chefs-lieu de canton) sont dirigées par des socialistes.

Les enjeux locaux portent essentiellement sur trois axes. L'emploi : le taux de chômage déjà élevé a tendance à s'accroître. En outre, la main-d'œuvre potentielle n'est pas toujours en adéquation avec l'offre des entreprises. Le logement est aussi une préoccupation majeure. Malgré un effort important de construction des trois principales villes, il manque encore beaucoup de logements, d'autant que les petites communes n'ont pas l'intention de construire et ne peuvent plus répondre aux demandes. Cette circonscription est également confrontée aux questions de sécurité. On constate, dans les quartiers très urbanisés, une petite délinquance qui exaspère la population. Des plans locaux de sécurité ont été mis en place et, face à ces phénomènes, les élus poursuivent inlassablement leur travail de dialogue et de réflexion avec la population.

Forte de ce constat, Martine David redoute le vote Front national aux prochaines échéances, d'autant que le candidat n'est autre que Bruno Gollnisch, député européen et chef du FN du Rhône. En face d'elle, également, outre un écologiste et un communiste, deux candidatures de droite : un UPF, imposé par les appareils, et le maire de Chassieu (plutôt proche de Michel Noir), vainqueur d'une primaire locale mais qui n'a pourtant pas été investi. Pour Martine David, "deux candidats de droite, c'est peut-être un atout. Mais il est primordial de mobiliser dès le premier tour, ne pas perdre l'électorat de gauche au profit d'un vote écologique."

ATTENTIVE AUX PREOCCUPATIONS DE CHACUN

Un petit tour sur un marché. L'accueil est sympathique et chaleureux. "Il ne devrait y avoir que des femmes à l'Assemblée nationale, plaisante même un marchand-forain, c'est plus agréable." Ici, pas un mot sur les affaires, pas d'agressivité. On s'adresse au député pour expliquer ses propres difficultés. "J'ai encore été cambriolée", confie une passante. Et Martine David, toujours confiante et disponible, réexplique les actions menées pour améliorer la sécurité. Après le marché, Martine David fait une halte chez les anciens combattants réunis en assemblée générale. L'accueil est toujours très chaleureux. Ici, les préoccupations sont différentes et c'est l'occasion pour le député de montrer son attachement aux associations locales, écoles de la citoyenneté et de la démocratie. La journée se poursuit par une visite auprès des commerçants du centre-ville confrontés à d'autres difficultés d'ordre plus économique. Martine David reste attentive à chacun et sait mettre du cœur dans son action comme dans ses réponses.

CONTINUER A SE BATTRE

Du tempérament et de la volonté, la candidate socialiste n'en manque pas. "Notre crédibilité dépend de notre travail. Et une campagne sert aussi à montrer qu'il y a des hommes et des femmes politiques qui travaillent et servent les intérêts généraux." Pour Martine David, pas question d'oublier ses convictions. "Nous sommes socialistes, nous sommes fiers de ce que nous sommes. Nous savons assumer nos erreurs, mais notre bilan est largement positif et nous le répétons avec pédagogie." Mais il faut continuer à se battre. "Les gens croient que certaines choses sont irréversibles, explique-t-elle, que tous les acquis, toutes les grandes avancées sont immuables. Il faut sans arrêt se battre et les préserver. C'est ce que font les socialistes."

Autour de Martine David s'est constitué un comité de soutien avec des électeurs, des élus non politisés, une façon aussi de montrer sa capacité à rassembler et son respect des autres. Martine David est une battante, cela se voit. Elle se bat pour gagner, avec courage et conviction, comme elle l'a d'ailleurs toujours fait...

Chrystie Lipani

L'AVENIR DE L'EDUCATION

à droite, des contradictions irréductibles



Mais que veut la droite, ou plutôt que veulent les droites ? Bien malin qui s'y retrouverait à travers les discours divergents, contradictoires, décidément inconciliables de ses différentes composantes.

Confronté récemment à Charles Millon (1), Lionel Jospin s'étonnait de "la tonalité aujourd'hui très modérée" de ses propos. "Plus on approche des élections et plus ce que j'ai entendu jusqu'ici, c'est-à-dire un hymne absolument débridé à la décentralisation et à la privatisation, prend tout d'un coup une allure raisonnable, à tel point qu'on va se demander s'il est nécessaire d'avoir un débat entre nous." Première contradiction : il y a ce qu'une certaine droite modérée, dont les deux principaux porte-parole sont Charles Millon et François Bayrou, disait hier et ce qu'elle dit aujourd'hui. Que disait-elle hier ? "Le système est soviétiforme... Il faut passer de la décentralisation des bâtiments à celle du personnel, y compris enseignant" (programme du Parti républicain, présenté le 30 janvier 1992).

CONCURRENCE ET PRIVATISATIONS

Aujourd'hui, les deux protagonistes clament haut et fort qu'ils ne veulent pas d'un démantèlement de l'Education nationale, affirment leur attachement à un Etat garant de l'égalité des chances, se disent convaincus que rien ne serait pire pour l'éducation que la constitution de "ministères régionaux de l'Education". Leurs propositions ? Un quasi-décalque des nôtres. Plus d'autonomie pour les établissements : autrement dit, ce que nous avons fait en créant les projets d'établissement. Des rémunérations plus avantageuses pour les enseignants dans des zones difficiles : ce que nous avons déjà fait avec la prime ZEP. Une déconcentration de la gestion des professeurs du second degré : elle figure dans le programme du PS. Bref, on nage en plein consensus.
Quelle mouche les a donc piqués ? Quoi qu'il en soit, réjouissons-nous que, même un peu tard, ils reconnaissent que nous avons raison. Sans doute se sont-ils rendu compte que le libéralisme à tout crin dans le domaine scolaire n'était pas porteur. Lucide ou opportuniste, cette droite-là a opté pour la continuité.
Face à elle, il y a une autre droite, autoritaire, fanatique des privatisations, qui ne fait pas la différence entre école et entreprise, entre service public et intérêts privés et se moque carrément de l'égalité des chances. Les chantres de cette droite-là se nomment Armel Pécheul, Charles Pasqua. Eux avouent franchement la couleur. Pas d'ambiguïté : dès le 2 avril, ils suspendront les réformes Jospin-Lang. Exit leur bête noire, les IUFM. Peu importe que le Parlement ait voté la loi d'orientation. La continuité républicaine est le cadet de leurs soucis. Ils incarnent le pire côté du RPR, autoritaire, rigide, revanchard. Armel Pécheul appelle de ses vœux la création d'universités privées, la mise en place "d'instituts polytechniques régionaux" dont les agents économiques locaux assureraient le financement, décideraient des diplômes... Cela signifierait des universités à plusieurs vitesses, la fin des diplômes nationaux. Plus extrémiste encore, Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne, affirmait voilà trois ans : "C'est aux régions qu'il faut confier la responsabilité de tout le système éducatif" (2).
Autre pierre d'achoppement entre les deux composantes de l'UPF, le fameux référendum sur l'éducation, cher au RPR, et dont François Bayrou se contente de sourire quand il ne le qualifie pas simplement de "ridicule".
Le rapport de forces entre les deux droites, dont les clivages ne recoupent pas exactement ceux des partis, et le choix du futur ministre de l'Education nationale diront si le système est, ou non, menacé de démantèlement. En éducation comme pour la plupart des grands enjeux de société, il y a décidément droite et droite.

Patricia Jaffay

(1) "Le Point", 30 janvier 1993.
(2) "Le Quotidien de Paris", 13 janvier 1990.

BREF... EN BREF... EN

■ **16.600 postes sont mis aux concours de recrutement de professeurs en 1993, un chiffre équivalent à celui de 1992. Nombre de postes maximal en lettres (2.460), maths (2.375) et anglais (2.305).**

■ Agent forestier, carreleur, chauffeur-routier, ébéniste, peintre en bâtiment, pilote de ligne, souffleuse de verre, carrossier-tôlier... "C'est technique, c'est pour elle", proclame le guide ONISEP, "100 métiers pour les filles", avec le secrétariat d'Etat aux Droits des femmes, qui décrit, cent témoignages à l'appui, des métiers techniques pour diversifier la formation des filles et leur offrir un vrai choix d'orientation. Délégations régionales de l'ONISEP, 45 F.

■ **Bernard Kouchner vient de confier à Louis René, ancien président du conseil national de l'Ordre des médecins, une mission d'analyse et de réflexion sur la notion de secret professionnel.**

■ Les médecins du centre d'IVG de l'hôpital Louis-Mourier, de Colombes, sont en grève depuis le 4 novembre. Ils protestent contre les difficultés croissantes rencontrées par les femmes pour avorter. Chaque année, 5.000 femmes sont obligées de se faire avorter à l'étranger, faute d'avoir trouvé une solution en France.

▼ *F. Bayrou et Ch. Millon (UDF) se sont engagés à conserver les IUFM. A. Pécheul (RPR) a promis de les fermer. Ci-dessous, l'IUFM de Lyon.*



LEGISLATIVES 93

LA COMMUNAUTE DES DOUZE

Construire l'Europe Sociale

"Je ne nommerai pas un premier ministre qui soit défavorable à la construction européenne !" Ainsi, le président de la République place-t-il la question européenne au cœur du débat public. Au moment où le monde est à la recherche d'une nouvelle régulation, l'Union européenne préfigure l'organisation du monde de demain, porteuse des valeurs de paix, démocratie, protection sociale, justice et liberté. Encore faut-il que les forces de gauche et de progrès soient vivantes et nombreuses en son sein, comme le souligne Elisabeth Guigou.



Quels sont les apports de la gauche française à la construction européenne ?

Elisabeth Guigou, ministre des Affaires européennes. Avant tout, l'Europe sociale, qui paraissait, il y a six ans, une incongruité absolue. François Mitterrand évoque souvent le regard ébahi de ses interlocuteurs européens quand il a parlé, en 1981, "d'espace social européen" ! Les esprits ont évolué depuis. L'acte unique, en 1986, la charte sociale en 1989, le traité de Maastricht, enfin, lui ont donné corps petit à petit, bien qu'encore imparfaitement.

Le président français a aussi imprimé à ses initiatives dans d'autres domaines un sens plus conforme aux idéaux de la gauche qu'à ceux du libéralisme, dont les tenants se satisfont assez bien d'une Europe fondée sur le commerce, l'absence de structures contraignantes et la perspective d'une simple zone de libre échange. La France a promu la conception d'une Europe structurée, ferme à l'égard

Dossier préparé par Ghislaine Toutain

◆ CE QUE NOUS AVONS FAIT... ◆

Contrairement aux apparences, bâtir l'Europe n'est pas une idée simple. Elle exige volonté, courage et dépassement des égoïsmes nationaux. Il serait plus facile de se replier frileusement sur soi. Ce que commençait à faire la CEE au début des années 80, paralysée par les crispations financières de Margaret Thatcher, les difficultés de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal et l'unanimité requise pour la prise de décision.

Dès 1981, François Mitterrand, convaincu de "la nécessité historique de l'Europe", retisse les fils distendus de l'écheveau européen. Il met en avant les priorités qui seront formalisées dix ans plus tard par le traité de Maastricht. En premier lieu, celle d'un espace social européen, qu'il développe au conseil européen de Luxembourg, en juin 1981. Mais aussi l'Europe de la défense et l'Europe politique.

• De 1982 a 1986 : l'Acte unique

La France pousse à réduire les contentieux financiers (TVA et participation britannique), mener à son terme l'adhésion de l'Espagne et du Portugal -1985- et mettre sur le chantier l'Acte unique, voté en 1986 et entré dans les faits (sauf la circulation des personnes) le 1er janvier 1993. Ainsi est créé le plus grand marché sans frontières du monde. Sa préparation a permis également la réintroduction de procédures de décision à la majorité. Parallèlement, François Mitterrand réactive la relation franco-allemande au cœur de la construction européenne et moteur des relances successives.

• De 1988 a 1993 : le traite de Maastricht, elaboration et ratification

L'histoire du monde s'accélère quand s'effondre, en 1989, le mur de Berlin. Ces cinq années sont dominées par l'élaboration du traité de Maastricht, signé le 7 février 1992 qui dote la CE d'une réelle personnalité politique. La construction européenne évolue d'une union économique à une union politique donnant un cadre juridique protecteur aux effets de l'Acte unique. Les priorités retenues lors de la présidence française du second semestre 1989 -Europe sociale, monétaire, audiovisuelle, environnementale-, se concrétiseront rapidement.

• 1er juillet 1990 : premiere etape de l'union economique et monetaire

Elle constitue le premier pilier du traité de l'Union européenne, avec la libération des capitaux. La même année est adoptée (à onze) la charte des droits sociaux fondamentaux, qui servira de base au volet social du traité de Maastricht. Enfin, la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) est créée et se tourne vers les pays de l'Europe de l'Est. En 1991, à Prague, François Mitterrand développera son projet de confédération. Le 22 novembre est signé un accord d'association de la Hongrie, de la Pologne et de Tchécoslovaquie avec la CEE.

• Le 6 decembre 1990 : la lettre Mitterrand-Kohl

pose le principe de l'union politique, intégrant la perspective d'une politique étrangère et de sécurité commune, novation essentielle du traité de Maastricht. La CEE devient une référence pour tous les pays européens, dont beaucoup posent leur candidature.

• Le 7 fevrier 1992, a Maastricht (Pays-Bas),

la signature du traité de l'Union européenne, ouvre, paradoxalement, une période de turbulence pour la Communauté. Dans chaque pays, les processus de ratification révèlent la distance qui s'est creusée entre elle et les citoyens, qui la vivent souvent comme une entité éloignée dont ils redoutent les effets. Le non danois et la difficile campagne du référendum en France -le oui l'emportera le 20 septembre 1992- conduisent les dirigeants européens à mettre en valeur les dispositifs assurant une démocratie plus vivante (rôle des Parlements nationaux, renforcement des pouvoirs du Parlement européen, principe de proximité (ou de subsidiarité), transparence des décisions...). Fin 1992, dix pays auront ratifié le traité. La Grande-Bretagne et le Danemark devraient enfin le faire avant l'été 1993.

• La guerre civile dans l'ex-Yougoslavie laisse l'impression de l'impuissance de la CE. Sans elle, cependant, il est probable que les Douze auraient adopté des stratégies divergentes. La France n'a pas ménagé ses efforts, tant humanitaires que diplomatiques, pour trouver une issue pacifique à ce conflit.

• Fin 1992

L'aggravation de la situation économique, monétaire et sociale dans la CE appelle le renforcement de la coordination des politiques européennes. Au sommet d'Edimbourg, en décembre, où la relation franco-allemande a à nouveau joué un rôle d'impulsion, les Douze décident la mise en œuvre d'une initiative européenne de croissance, proposée par la France. L'annonce (attendue !) d'une baisse des taux d'intérêt allemands le 5 février 1993 va dans le bon sens.

• Fin janvier 1993,

Enfin, la première présidence danoise du conseil des ministres entame l'examen des candidatures de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche. L'élargissement de la CE est désormais à l'ordre du jour. L'Europe, malgré tout, poursuit sa progression.

(Dans ce contexte contrasté, la naissance, le 10 novembre 1991 à La Haye, du Parti des socialistes européens constitue un facteur d'espoir. L'histoire témoigne du rôle déterminant des socialistes et sociaux-démocrates dans la construction de l'Europe, mais aussi dans l'orientation qu'ils souhaitent donner à son contenu politique, social surtout. Leur responsabilité dans la mise en œuvre de leurs valeurs par les chemins ouverts par le traité de Maastricht est plus forte que jamais.)



▲ Elisabeth Guigou.

L'Europe est un acquis

des puissants et solidaire des plus faibles. Ainsi, la présidence française a-t-elle particulièrement accru l'aide en faveur des pays en voie de développement en faisant signer la quatrième convention de Lomé.
Entre 1986 et 1988, une des principales difficultés a été de faire progresser les fonds structurels pour soutenir l'Espagne et le Portugal, contre l'avis du gouvernement Chirac. Dès 1985, une Europe plus proche des citoyens faisait ses premiers pas, avec la mise en place des politiques européennes de lutte contre le cancer, le tabagisme...
Sans François Mitterrand et la gauche française, il n'y aurait pas de mesures de cohésion économique ni d'actions pour améliorer la compétitivité de nos industries de l'électronique ou de l'automobile, moins encore d'Europe sociale.

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et l'affaire Hoover ne constituent-elles pas des échecs pour l'Europe ?
L'affaire Hoover nous confronte à l'insuffisance d'Europe sociale. La libre concurrence et la liberté d'établissement des entreprises exigent un accompagnement social (et fiscal) pour empêcher la concurrence déloyale, et notamment le "dumping social" ouvertement prôné par Margaret Thatcher. L'Europe sociale à onze, ce n'est pas l'idéal, mais c'est mieux que pas d'Europe sociale du tout. Souhaitons que l'arrivée des travaillistes au pouvoir en Grande-Bretagne mette fin à une situation regrettable.

Quant à la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, l'Europe a fait ce qu'elle a pu avec les moyens -faibles- dont elle dispose tant que le traité de Maastricht n'est pas ratifié. Je note que les Américains n'ont pas mieux réussi et qu'ils viennent de décider de se rallier à la démarche diplomatique prônée par les Européens.
Le fait que la CE existe a évité la généralisation du conflit, des pays comme la Bulgarie, par exemple, ne voulant pas se couper d'elle. La France a été à la pointe de toutes les actions. Mais, seule, elle ne peut tout faire, et la plupart de ses partenaires sont empêchés



d'agir, chacun pour des raisons différentes. En outre, les Balkans, à l'origine du premier conflit mondial, impliquent plus que l'Europe. Turquie, Russie, pays arabes y sont partie prenante. C'est autour de l'ONU que se fait la mobilisation diplomatique afin d'impliquer le plus de pays possible. La France soutient le plan Vance-Owen, imparfait certes, mais qui peut être revu. Il constitue cependant la seule chance de la paix.

Comment faire face à la faible croissance économique et au développement du chômage ?

L'Europe n'est pas à l'origine de cette situation, qui est le produit de la conjoncture internationale et de l'unification allemande, notamment.

Sans la CE, nous serions encore plus mal en point. Le système monétaire européen a permis de maintenir un pôle de stabilité face au désordre monétaire international. L'initiative de croissance européenne nous conduit à mettre en commun nos efforts pour disposer d'une "force de frappe" permettant d'engager de grands travaux qui soutiendront la croissance.

Mais cela ne suffira pas. Nous devons promouvoir un nouveau modèle européen de développement, fondé sur une redistribution du tra-



CE QUE NOUS PROPOSONS

...

Pour François Mitterrand, le traité de Maastricht crée "une zone de paix et de sécurité comme il n'en existe nulle part dans le monde... C'est aussi un traité pour la prospérité."

■ OBJECTIFS

- *Les Douze s'engagent dans une "union sans cesse plus étroite, dans laquelle les décisions seront prises le plus près possible des citoyens." C'est le principe dit "de subsidiarité" (ou de proximité). C'est aussi le renforcement des pouvoirs des parlements (européen et nationaux) et donc un réel contrôle démocratique.*
- *Par l'union économique et monétaire, comportant à terme une monnaie unique, ils se fixent une croissance durable, la convergence et la cohésion des politiques économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé.*
- *La mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, à terme une politique de défense commune, prélude elle-même à une défense commune, doit affirmer la CE sur la scène internationale.*
- *L'instauration d'une "citoyenneté européenne" renforce la protection des droits des ressortissants des Etats membres.*

■ CALENDRIER

- *1er janvier 1993 : ouverture du grand marché sans frontière (à l'exclusion de la libre circulation des personnes, prévue pour la mi-1993) et début de l'application des dispositions du traité de Maastricht.*
- *1er janvier 1994 : 2e phase de l'UEM, avec la création de l'Institut monétaire européen (IEM), préfigurant la future Banque centrale européenne (les difficultés monétaires actuelles ne devraient pas mettre en cause la date de passage du SME à l'UEM).*
- *Juin 1994 : élections européennes.*
- *1995 : présidence française de l'Union du 1er janvier au 30 juin.*
- *Probable adhésion de deux à cinq pays de l'AELE (Finlande, Autriche, Suède, Norvège...).*
- *Renouvellement de la commission et de son président.*
- *1996 : nouvelle négociation institutionnelle qui devra tirer les leçons de 1992 et associer, en amont, citoyens et acteurs économiques et sociaux, pour faire vivre une démocratie participative, donnant sa légitimité à la CE.*
- *Décision sur le passage à la 3e phase de l'UEM.*

1997 : ratification du traité révisé.

1997 ou 1999 : création de la Banque centrale remplaçant l'IME. L'écu devient monnaie unique (en 1997 si sept Etats remplissent les conditions, en 1999 entre les Etats qui les rempliront alors) quoi qu'il arrive.

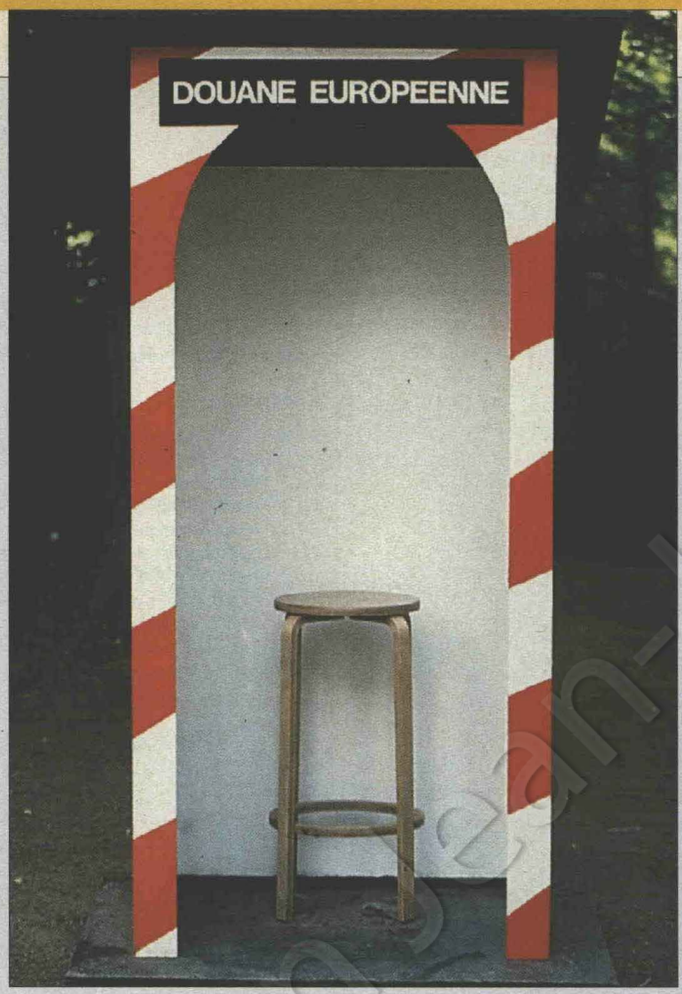
Au cours de ces sept années, l'intégration économique se sera renforcée grâce aux grands travaux (transports, télécommunications) décidés au conseil européen d'Edimboug de décembre 1992 et par la programmation budgétaire devant bénéficier aux régions les moins riches de la CE pour assurer la cohésion économique et sociale de l'ensemble. Enfin, la capacité à mettre en œuvre dans les prochaines années une politique étrangère et de sécurité commune, dont la prudence de la procédure traduit les résistances qu'elle a suscitées lors de la négociation du traité de l'UE, sera déterminante pour l'avenir de l'union politique. Et pour l'avenir de l'UE, si elle veut être "l'acteur mondial et régional fort" que Pascal Lamy (1) appelle à juste titre de ses vœux pour "promouvoir ses intérêts et ses valeurs de paix, développement et liberté". La France et les socialistes en sont comptables.

(1) *"Repères et orientations pour les Français 1993/1997."* Groupe Monde-Europe présidé par Pascal Lamy. Commissariat au plan. La Documentation française.



Fondation Jean Jaurès

L'Europe doit se montrer solidaire et lutter contre ses égoïsmes nationaux



vail réalisé dans le cadre européen pour ne pas nuire à la compétitivité de nos entreprises et sur une protection sociale forte.
Face à la mondialisation des économies, l'Europe doit se montrer solidaire et lutter contre ses égoïsmes nationaux. La paix et la sécurité, dont elle est garante à l'intérieur de ses frontières et dans le nouvel équilibre du monde en marche, le lui imposent. Il est vrai que construire l'Europe, de la façon pacifique et démocratique qui est la nôtre, prend du temps. Il faut savoir être patient.

Quelle analyse faites-vous de la plateforme de l'UPF et de ses propositions pour l'Europe ?
Elles sont, comme dans tous les domaines, floues, muettes sur certains points et parfois dangereuses. Comment ne seraient-elles pas floues quand on sait que, plus que sur tout autre sujet, la droite est divisée sur l'Europe ? Un vide étrange me frappe : le silence total sur l'ex-Yougoslavie. Rien n'est dit sur ce qui doit être fait, selon l'opposition, pour rétablir la paix.



Enfin, une proposition m'inquiète : "Toute dépense au niveau européen devra être compensée par une économie au niveau national", lit-on dans la plateforme. Cela signifie-t-il, par exemple, que les dépenses consacrées à l'agriculture seront réduites de moitié, puisque le budget de la France consacre 37 milliards de francs à ce secteur et que la France en reçoit 38 de l'Europe ? Cela signifie-il que, si l'on développe les programmes européens pour les jeunes, il faudra réduire le niveau des bourses accordées aux étudiants qui font toutes leurs études en France ?

Si ce gel est appliqué, il videra de tout contenu les propositions du programme de l'opposition. Ce serait dommage, car ces propositions sont soit extraites du traité de Maastricht, soit reprennent les acquis du conseil d'Edimbourg et les positions de François Mitterrand et du gouvernement français (concernant les institutions, le rôle du Parlement, la politique étrangère, la sécurité, la subsidiarité…).

La question européenne ne se trouve-t-elle pas désormais au cœur du débat public ?
L'Europe sera le point de clivage fondamental entre les femmes et les hommes de progrès et les autres. Une Europe structurée, solidaire, sociale, respectueuse de l'environnement est le cadre de notre avenir. C'est pourquoi je redoute que la droite pro-européenne ne se fasse avaler par la droite anti-européenne. N'oublions pas que 70% de la base du RPR a voté contre Maastricht.
Pour éviter un recul, l'Europe a besoin de François Mitterrand et des socialistes. La gauche qui, dans sa très grande majorité, est acquise à la construciton européenne, doit donc obtenir le meilleur résultat possible. Nous devons préserver un patrimoine menacé par les grandes puissances qui nous entourent. Pour moi, l'Europe est un acquis qu'il faut défendre au même titre que les autres. Et en défendant l'Europe, nous défendons ainsi nos acquis sociaux ! ■

◆ CE QUE PROPOSE LA DROITE ◆

Entre la droite qui rejette l'idée même d'Europe et celle qui rêve d'une Europe libérale, quelle cohabitation et quel projet ?

En engageant irréversiblement, le 20 septembre 1992, notre pays sur la voie de l'Union européenne, les Français ont placé sa construction au cœur de la vie politique. Or, plus que sur tout autre sujet, la droite est profondément divisée sur le projet européen, même si tout a été fait pour que cette division n'apparaisse pas dans la plateforme UDF-RPR. Défi ardu pour un éventuel premier ministre de droite : comment faire cohabiter dans un même gouvernement, où la question européenne sera omniprésente, centristes, giscardiens et les deux tendances du RPR ?
Au cours de la campagne du référendum sur la ratification de Maastricht, une partie importante du RPR, mais aussi quelques troupes UDF, ont crié haut et fort leur hostilité viscérale, non pas tant à l'Europe de Maastricht qu'à l'idée même d'Europe, au nom d'une conception frileuse (et dangereuse) de la France. Elles perpétuaient une tradition ancrée dans la droite populiste qui, depuis la Libération, n'a accepté qu'à reculons la construction européenne, se réjouissant de ses échecs -hier la CED- ou de ses impasses, la guerre dans l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui. Les déclarations récentes de Philippe Séguin sur le rôle de l'axe franco-allemand, notamment, confirment s'il en était besoin ces orientations. Bien que tranchée par les Français, la question européenne risque d'être le lieu de sérieux affrontements, pouvant menacer l'autorité, la cohérence et la cohésion de l'action du premier ministre. Des tensions se manifesteront à coup sûr avec le président de la République, européen convaincu, qui aura d'autant plus à cœur de défendre l'union qu'il mesurera les réticences de certains à la faire avancer. François Mitterrand a d'ailleurs fait connaître son sentiment : pas question de nommer un premier ministre anti-européen.
D'ores et déjà, François Léotard, qui brigue le poste de premier ministre en cas de victoire de la droite, conscient de ces difficultés, a affirmé que les "antimaastrichtiens" n'avaient pas leur place au gouvernement.
Il n'est pas sûr que Charles Pasqua et ses amis, qui peuvent espérer compter sur une représentation non négligeable de leur tendance dans la future Assemblée nationale, l'entendent de cette façon. C'est pourquoi, d'ailleurs, Edouard Balladur, qui, lui aussi, se verrait bien à Matignon, s'est abstenu, pour l'instant, d'aborder cette délicate question. René Monory, président du Sénat, a, lui, été direct : "L'Europe sera le clivage de la future majorité et elle fera le prochain président", a-t-il déclaré. Ces divisions sur un sujet majeur ne peuvent qu'être préjudiciables à l'avenir de l'Europe et, donc, à celui des Français. Elles peuvent très vite bloquer la machine gouvernementale et paralyser la vie parlementaire, alors que le traité de Maastricht associe, plus qu'auparavant, les parlements nationaux à l'élaboration de la législation communautaire.
Au moment où les difficultés économiques et sociales de la CE réclament non pas moins d'Europe, mais plus d'Europe, il n'est pas sûr que le retour de la droite anti-européenne au pouvoir permette de consolider le développement industriel et l'emploi dans le cadre de l'union.
Mais il n'est pas sûr non plus que le retour de la droite pro-européenne, en venant renforcer le camp libéral, soit une bonne affaire pour le développement du modèle social-démocrate européen pour lequel les socialistes se battent depuis l'origine et qui est le seul à pouvoir assurer, dans l'avenir, prospérité économique et paix sur l'ensemble du continent européen. Et au-delà.



◀ *Aix-en-Provence, le 17 septembre 1992. Un mafieux italien quitte le tribunal.*

LA MAFIA EN FRANCE

comment attaquer le mal à la racine

Pavé dans la mare, le rapport de la commission d'enquête sur la mafia a déjà eu des résultats avec l'expulsion de Giacomo Pagano vers l'Italie. Son rapporteur, Bertrand Gallet, alerte l'opinion sur l'argent sale qui pénètre en France et donne quelques pistes pour lutter contre ce fléau.

Pourquoi une commission d'enquête sur les activités de la Mafia en France ?

C'est une décision unanime du bureau de l'Assemblée sur demande des communistes et de l'UDF. Au départ, les communistes et la partie de l'UDF qui, comme d'Aubert, étaient pour le non à Maastricht, voulaient prouver que la libre circulation des personnes et des biens en Europe allait faciliter aussi la circulation de la mafia. L'enquête a plutôt démontré que la présence de la Mafia en France était peu liée à l'Europe des douze : les pays du blanchiment de l'argent de la drogue, c'est moins aujourd'hui le Luxembourg que la Suisse et l'Autriche et deux zones de compétence française, Monaco et Saint-Martin dans les Antilles.

Que peut-on dire aujourd'hui de l'implantation de la mafia en France ?

Les Italiens nous ont alerté sur l'existence d'un clan de la mafia à Grenoble. La publication du rapport est certainement à l'origine de l'arrestation et de l'expulsion en Italie d'un personnage recherché par la police italienne qui opérait dans l'Isère.

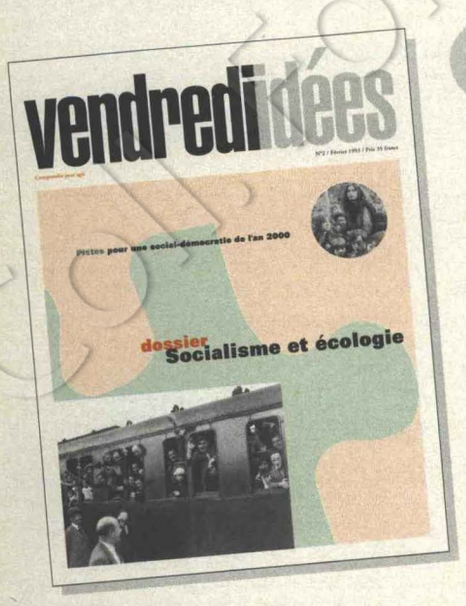
Mis à part Grenoble, qui est une des rares implantations que l'on connaisse, la mafia se sert de la France comme base de repli et de recyclage de l'argent à travers un certain nombre d'activités : beaucoup dans les golfs, l'immobilier de bureau, les œuvres d'art. Dans les casinos, Pierre Joxe a fait le ménage : il en a fermé un certain nombre pris en main par la mafia. Mais on les trouve aussi quelquefois dans les sociétés d'économie mixte. La bonne foi des élus peut être abusée, il est très difficile de connaître l'origine des fonds.

Ce repli est-il la conséquence de la guerre que les autorités italiennes se sont enfin décidées à livrer à la mafia ?

L'Etat italien, ou ce qu'il en reste, essentiellement la magistrature, est en train de marquer des points dans sa guerre contre la mafia. Celle-ci a opéré un double mouvement de repli sur ses terres et ses métiers d'origine -racket, détournement des fonds en Sicile- et d'internationalisation.

Les pays les plus touchés sont l'Allemagne et l'Espagne. La France, ayant une police forte et centralisée, est plus épargnée par les activités mafieuses au sens traditionnel du terme mais pas par la circulation d'argent sale.

Le n°2 arrive !



Vous recevrez, la semaine prochaine, la deuxième parution de notre trimestriel "Vendredi-Idées". Vous y trouverez la suite de l'interview de François Mitterrand commencée dans les colonnes de notre n° 172 ainsi que deux dossiers opportunément choisis.

Le premier, **"Pistes pour une social-démocratie de l'an 2000"** *réunit des textes de Michel Rocard, Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jacques Delors, Pierre Rosanvallon, Gilles Lipovestsky et Henri Stern.*

Le second, **"Socialisme et écologie"**, *présenté par Henri Weber, comporte quatre parties :*

- **"Verts"** *avec les signatures des écologistes Alain Lipietz, Jean-Jacques Porchez, Dominique Voynet et François Donzel ;*
- **"Regard"**, *des analyses de Luc Ferry, Gérard Le Gall, Guillaume Sainteny et Yves Lenoir ;*
- **"Roses"**, *les convictions de Pierre Mauroy, Ségolène Royal et Jean-Luc Mélenchon ;*
- **"Europe"**, *des témoignages d'Allemagne, Norvège, Italie et Suède.*

Pouvez-vous décrire la manière dont cela se passe ?
C'est par exemple un golf dans le Midi dont les actionnaires sont des investisseurs basés à Monaco dans des sociétés anonymes. Ces sociétés anonymes sont dans une holding dont le siège est aux Pays-Bas et les actionnaires de la holding sont un certain nombre de sociétés qu'on trouve dans les paradis fiscaux. L'argent se blanchit en circulant dans des sociétés en cascade.
Beaucoup de policiers et de magistrats m'ont dit être scandalisés par l'impunité dont jouissent les gros bonnets liés à la mafia qui vivent à Monaco et que l'on retrouve dans de nombreux tours de table, dans de nombreuses sociétés civiles immobilières de la Côte d'Azur. Ils jouissent d'une protection anormale, du fait du statut des sociétés anonymes à Monaco. Monaco est sous la compétence de la Banque de France et de la COB qui ne semble pas faire son travail. Le rapport a été un pavé dans la mare : actuellement, les autorités monégasques reconnaissent qu'il faut changer le statut de leurs sociétés. Je vois avec plaisir que Michel Sapin a décidé de remettre de l'ordre dans les relations financières entre la France et Monaco.

Quelles propositions faites-vous pour lutter contre ce fléau ?
Depuis la loi de 1990, les banques doivent faire des déclarations de soupçon pour l'argent d'origine douteuse. Il faut aller plus loin : que les destinataires de sommes originaires de paradis fiscaux qui aboutissent sur des comptes bancaires soient tenus d'en prouver l'origine légale. On moraliserait efficacement ces mouvements de capitaux difficiles à contrôler autrement. Une prise de conscience semble se faire. Je voudrais que la profession bancaire, les notaires, les commissaires-priseurs, les établissements financiers soient plus rigoureux et plus sévères. C'est un argent très corrupteur : on a vu comment la classe politique italienne a été détruite par l'argent douteux. La classe politique française n'est pas, semble-t-il, touchée. Mon rapport a été voté à l'unanimité, du PC au RPR. Le seul nom que j'ai cité est celui de Georges Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine : je ne l'accuse pas d'être lié à la Mafia mais il est dans une situation extrêmement sensible du fait qu'il est le troisième propriétaire de casinos en France, qu'il a un quasi-monopole sur les machines à sous et leur entretien. Je ne vois pas comment on peut être parlementaire et casinotier.

Quelles sont les conclusions que vous tirez de ce travail ?
Quand je l'ai commencé, je pensais que la mafia en France était une invention journalistique. Je me suis rendu compte que le mal était déjà là. Dans les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, la région de Montpellier, les Pyrénées-Orientales, il y a beaucoup d'investissement et d'argent sale. Il est grand temps de prendre des mesures drastiques. Le gouvernement en est conscient : les réactions positives du ministère des Finances, du ministère de l'Intérieur, notamment, ne se sont pas fait attendre.



Propos recueillis par Bernard Chaouat

BREF... EN BREF... EN

■ **La trésorerie des grandes entreprises s'améliore lentement. Selon la Banque de France, qui interroge tous les trimestres les grands établissements de crédit, les PME souffrent, en revanche, d'un alourdissement de leurs besoins en fonds de roulement.**

■ La direction de la Poste et les syndicats, sauf la CGT, tiendront leur première table ronde, le 1er mars. Ils discuteront des projets de réorganisation qui ont déclenché la grève des facteurs à Paris.

■ **Pour la CFDT, "il faut faire financer sur tous les revenus, toutes les prestations de la Sécurité sociale qui sont ouvertes à tous." Selon Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de l'organisation et président de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, "une CSG réformée doit permettre d'atteindre cet objectif."**

■ Les infirmières disposent maintenant d'un ensemble de règles qui régissent leur profession, quels que soient leurs modes d'exercice ou d'activité. Un décret, paru au Journal officiel du 18 février, fixe leurs devoirs généraux de professionnels, ainsi que leurs devoirs envers leurs patients et leurs consœurs.

■ **Près de 30% des Français sont partis en vacances au cours de la saison d'hiver 1991-1992, davantage que les trois années précédentes. Mais 8,8% d'entre eux seulement ont fait du ski.**

■ Le yen est à 115,85 pour un dollar. C'est le record historique de la monnaie japonaise.

C'EST DECIDE JE M'ABONNE !

A RENVOYER A : "VENDREDI" SERVICE LECTEURS, 10 RUE DE SOLFERINO, 75333 PARIS CEDEX 07 ACCOMPAGNE, EVENTUELLEMENT, DU MONTANT DES ABONNEMENTS. CHEQUE A L'ORDRE DE "VENDREDI". MERCI DE PENSER A JOINDRE VOTRE BANDE ADRESSE.

Nom ..... Prénom ..... Adresse .....

..... Code postal ..... Ville .....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....



SECURITE SOCIALE

le chômage creuse le déficit

La Sécurité sociale va mal. Mais comment pourrait-elle bien se porter dans une société en crise, quand le chômage continue à faire des ravages ?

Pour faire le point sur les comptes de la Sécurité sociale, René Teulade a choisi une procédure inhabituelle en adressant une communication aux membres de la commission des comptes de cette institution. A vrai dire, l'état des lieux n'est pas brillant. Malgré la contribution exceptionnelle de cinq milliards que l'Etat a versée à la caisse vieillesse, le déficit des différentes caisses des salariés du privé s'élève à 12,5 milliards pour 1992 et à près de quarante si l'on y ajoute les déficits non comblés des deux années précédentes.

Certes, on peut relativiser de tels chiffres : ils représentent seulement 1,2% des dépenses totales du régime général, le budget ayant dépassé les mille milliards. Il n'empêche que la pilule est amère.

Les dépenses de l'assurance vieillesse évoluent selon les prévisions pessimistes, c'est-à-dire affichent un déficit de 17 milliards : 7%. Tout le monde se penche sur l'avenir des retraites, que chacun sait difficile à partir de l'an 2005 en raison du retrait d'activité des générations du "baby-boom", mais le présent se rappelle, d'une certaine manière, au bon souvenir du futur en étalant le déficit d'aujourd'hui. Le futur est important, mais le présent est une question qu'il va falloir, quand même, régler. Le gouvernement a commencé en séparant nettement ce qui relève de la solidarité et ce qui relève de l'assurance, et en versant cinq milliards au titre de la prise en charge des cotisations des chômeurs pour la retraite, en attendant les quinze autres que le prochain gouvernement devra financer.



Un bon point à relever, l'assurance maladie esquisse quelques symptômes de convalescence, grâce à la politique de maîtrise des dépenses de santé. Son déficit est encore important mais il ne s'envole plus et reste inférieur aux prévisions du printemps. Quant aux excédents traditionnels de la branche famille, ils existent toujours mais ils ne sont plus ce qu'ils étaient. C'est pour la bonne cause : l'augmentation forte du volume des allocations logement et des prestations versées sous condition de ressources. Aussi René Teulade peut-il évoquer le rôle de "stabilisateur conjoncturel" qu'à joué l'an dernier la Sécurité sociale en atténuant, pour une grande partie de la population, les effets de la crise. Mais toute médaille a son revers : le ministre pointe le doigt sur "la dégradation des rentrées liées à la situation économique, responsable du chômage." C'est la crise qui a fait déraper la Sécu en amoindrissant ses recettes : elle lui a fait perdre 9,5 milliards d'encaissement des cotisations en raison d'une baisse de 0,9% des effectifs de salariés, sans oublier le tassement du salaire moyen.

Les chiffres sont les chiffres, et il serait vain de vouloir les ignorer. En revanche, rien n'interdit de voir ce qu'il y a derrière les chiffres. Les patrons ont beau jeu de crier avec la droite devant ce creusement du déficit. Mais n'en sont-ils pas, eux aussi, responsables ? Ne se sont-ils jamais rendu compte, lorsqu'ils licencent à tout va, qu'ils contribuent, eux aussi, à assécher les comptes de la Sécurité sociale ? Nul ne conteste le droit d'un patron de licencier lorsque n'existe aucune autre solution. Mais combien auraient pu éviter d'y recourir si, en amont des difficultés, ils avaient mis en œuvre une gestion prévisionnelle des emplois, comme on disait hier, recouru à la flexibilité interne plutôt qu'à la flexibilité externe, comme on dit aujourd'hui ? En un mot, s'ils avaient réfléchi aux qualifications dont aura besoin l'entreprise, formé le personnel en conséquence pour qu'il accompagne le développement de l'entreprise.

On aura beau tourner la question dans tous les sens, les évidences sont incontournables. Un salarié est un cotisant, il verse sa contribution au financement de la protection sociale. Le travail est la véritable clef de l'équilibre des comptes de la protection sociale. Quand la société va-t-elle, enfin, accepter de "choisir l'emploi", selon le beau titre du rapport de Bernard Bruhnes au Plan ? (1)

Monique Grima

(1) "Choisir l'emploi", rapport du groupe emploi du XIe Plan présidé par Bernard Brunhes, à paraître à La Documentation française.

IRAN

la république islamique à l'avenir incertain

L'Iran vient de célébrer le quatorzième anniversaire de la République islamique, sur un fond de crise économique et sociale sans précédent depuis l'avènement du régime de l'imam Khomeiny, en février 1979.

La fin du conflit Iran-Irak, puis l'accession de Hachemi Rafsandjani à la présidence de la République, qui symbolisait le changement politique et économique, avaient suscité quelques espoirs au sein de la population, fatiguée par huit ans de guerre et de révolution.

Quel bilan peut-on faire aujourd'hui ? Certes, l'Iran a obtenu quelques succès sur le plan de la politique extérieure en normalisant ses relations avec la plupart des pays occidentaux. Une détente est aussi intervenue entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, mais les tensions persistent avec les Etats-Unis ainsi qu'avec de nombreux pays arabes. L'Iran est accusé, par ces derniers, de soutenir les mouvements islamistes d'opposition chez eux. L'effort de réarmement de l'Iran, ses ambitions nucléaires supposées, et enfin le conflit né récemment entre l'Iran et les Emirats arabes unis, à propos de la souveraineté sur l'île d'Abou Moussa et deux autres îlots occupés par l'Iran depuis 1971, font partie de leurs principaux points de discorde.

Cependant, le véritable danger qui pourrait menacer la République islamique vient de l'intérieur. En dépit d'un important investissement dans des projets de développement industriel et pétrolier et malgré une certaine croissance de la production agricole au cours du plan quinquennal qui a débuté en 1989, une grave crise économique et sociale touche ce pays : une inflation annuelle de l'ordre de 50%, un taux de chômage élevé (près de 25%) auquel s'ajoute une croissance démographique démesurée (la population a doublé en quatorze ans, passant de 37 millions en 1979 à plus de 60 millions en 1992).

Bien que le revenu pétrolier, principale source de devises, ait diminué en 1992, l'effort de réarmement -selon les sources occidentales- s'élèverait à environ 2 ou 3 milliards de dollars par an. L'année dernière, pour la première fois, l'Iran a connu des difficultés de paiement pour ses dettes extérieures.

Pour faire face à cette crise, Rafsandjani a tenté d'accélérer les réformes économiques et financières engagées depuis son élection en 1989 : privatisation des entreprises, mise en place d'un taux de change unique, libéralisation des prix, encouragement aux investissements étrangers, etc.

Le succès de ces réformes ne pouvait être qu'incertain dès l'origine. En effet, non seulement ces réformes ne se sont pas accompagnées d'une libéralisation de la vie politique iranienne mais, tout au contraire, on observe même une certaine aggravation des violations des droits de l'homme. Plus de 113.000 personnes, pour la plupart des femmes, ont été arrêtées d'août 1991 à août 1992, pour "propagande à la corruption morale et port incorrect du voile", selon la presse de Téhéran. Cela n'encourage pas le retour des exilés iraniens, parmi lesquels se trouvent de nombreux cadres, indispensables au redémarrage de l'économie, et ne favorise guère les investissements étrangers. En outre, la législation économique reste complexe et incertaine pour les investisseurs.

Les explosions sociales, qui ont secoué l'Iran en 1992, ont également contrecarré les tentatives de réforme et de modernisation de l'économie entreprises par le gouvernement. Les couches sociales les plus défavorisées (les mustazafins), la base sociale du régime islamique, ont violemment manifesté leur mécontentement contre la vie chère. L'ampleur de cette protestation, réprimée durement, a surpris les dirigeants et mis en évidence la gravité de la crise que traverse l'Iran, marquant ainsi l'effondrement du soutien populaire au régime.

La droite conservatrice, composée de religieux traditionalistes et du milieu commerçant bazari, est sortie victorieuse de l'élection législative d'avril 1992, grâce à l'appui de Rafsandjani. Elle a pris, depuis, ses distances avec ce dernier. Cette faction, majoritaire au Parlement, redoutant la disparition d'une économie parallèle et spéculative qui existe dans ces pays, essaye de freiner les ambitions réformistes de Hachemi Rafsandjani, avec l'appui de plus en plus ouvert de l'ayatollah Khamenei, "le Guide de la révolution", qui devient, peu à peu, l'homme fort de l'Iran .

Face à cette situation, les investissements étrangers tardent à venir et les incertitudes qui pèsent sur l'élection présidentielle, prévue pour le mois de juin 1993, ne les incitent pas davantage, même si Hachemi Rafsandjani vient d'annoncer qu'il serait candidat à sa propre succession.

La République islamique pourra-t-elle éviter une libéralisation politique tout en voulant poursuivre ses projets d'ouverture économique ? Un relâchement sur le plan politique et un progrès dans le domaine du respect des droits de l'homme n'aboutiront-ils pas, à terme, à une mise en cause du fondement même du régime ? Comment réagiront les radicaux, évincés du pouvoir, mais qui auraient effectué un rapprochement avec l'ayatollah Montazeri, ex-successeur désigné de l'imam Khomeiny ?

Telles sont les questions qui préoccupent actuellement les milieux politiques iraniens.

Karim Pakzad

▼ *Téhéran, le 4 novembre 1991. Aujourd'hui, des milliers de femmes arrêtées pour "port incorrect du voile".*



l'Europe avance... même à Londres

Décidément, les Britanniques ont des difficultés d'identité à l'égard de l'Europe. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, ils poursuivent une valse hésitation pourtant nocive aussi bien pour eux-mêmes que pour la Communauté.

Dernier épisode en date, le feuilleton de l'approbation du traité de Maastricht. Dès l'annonce du non danois, le Parlement de Westminster s'est mis à tergiverser pour, finalement, décider qu'il était urgent d'attendre... la ratification danoise. Maintenant qu'au Danemark les échéances se précisent (un deuxième référendum doit avoir lieu en avril), le gouvernement de Londres doit remettre le traité à l'ordre du jour.



Les travaillistes, fidèles à leur tradition, insistent pour que l'Europe sociale soit incluse, alors que John Major avait obtenu à Maastricht une exemption pour la Grande-Bretagne. Chez certains députés de gauche, cet amendement n'est pas sans arrière-pensées car ils espèrent ainsi rendre la ratification plus difficile, voire l'empêcher. Ils sont traditionnellement hostiles à l'Europe, même si les parlementaires du Labour y sont dans leur ensemble favorables. Et les conservateurs ont cru bien jouer en criant au loup, affirmant que, si l'amendement était adopté, le traité deviendrait caduc. Mal leur en prit, car aussitôt certains députés de la droite ultra, anti-européens depuis toujours, ont menacé de voter pour l'Europe sociale (à laquelle ils sont foncièrement hostiles) afin de faire capoter l'Europe tout court. Après quelques semaines d'incertitude, nouvelle volte face du gouvernement : même amendé, le traité restera valable. Une façon de mettre la droite conservatrice au pied du mur. L'issue du scrutin est donc encore incertaine.

Pourtant, avec une dévaluation de la livre sterling de 20% en quatre mois, un chômage en progression très rapide et une croissance nulle, il serait utile que la Grande-Bretagne se donne enfin des objectifs clairs. La construction européenne est une chance et un espoir pour ce pays. Espérons que, cette fois-ci, le bon sens l'emportera.

Axel Queval

◆ JOHN SMITH : ◆ "LE PARTI TRAVAILLISTE A FAIT LE CHOIX DE LA CE"

Alors que le débat sur la ratification du traité de Maastricht se déroule aux Communes, le leader du Parti travailliste, John Smith, explique sa position.

Quelle est la situation politique et économique en Grande-Bretagne ?

La question qui domine aujourd'hui toutes les autres est celle du chômage, qui est monté en flèche au cours des derniers mois. Selon les chiffres officiels, il y aurait trois millions de chômeurs en Grande-Bretagne. Il y en a en réalité beaucoup plus, car les chiffres sont faux. Cette situation sociale très grave a fait perdre beaucoup de terrain au gouvernement conservateur depuis les élections législatives. La fermeture des mines, qui entraînerait la suppression de trente mille emplois -cent mille si on prend en compte les emplois induits- a renforcé, dans l'opinion, l'opposition à la politique gouvernementale. D'autant que les tribunaux ont jugé illégale cette décision, ce qui a obligé le pouvoir à revenir dessus. Autre difficulté majeure pour John Major : "l'Irak gate".

Comment se porte le Labour Party ?

Après la tristesse qui a suivi sa défaite aux élections législatives, le Labour Party est aujourd'hui en bonne forme. Au Parlement, nous avons quarante députés supplémentaires, beaucoup de jeunes parmi eux, et notamment des jeunes femmes, qui donnent au groupe parlementaire un dynamisme très fort. En plus, grâce à ces jeunes femmes députés, nos rangs sont plus colorés, plus gais que ceux des conservateurs.



Nous nous sentons frustrés, car les prochaines élections sont encore loin : quatre ans au moins. En attendant, nous renforçons nos positions pour être sûrs de l'emporter à ce moment-là !

Ratifierez-vous le traité de Maastricht ?

Nous sommes en plein débat de ratification aux Communes. Vous savez que le texte qui nous est proposé est amputé de son chapitre social. C'est pourquoi nous nous sommes abstenus sur le vote de principe. Nous souhaitons pouvoir ratifier le traité de Maastricht. Nous déciderons de notre position à la fin du débat, c'est-à-dire en juin. Nous n'y sommes pas encore.

Définirez-vous votre position aussi en fonction de considérations de politique intérieure ?

En Grande-Bretagne, la question européenne divise tous les partis. Une fraction des conservateurs, les thatcheristes, sont anti-européens. Le Parti travailliste, dans sa majorité, a fait le choix de la CE. C'est donc uniquement en fonction de l'évolution du débat sur la ratification du traité, donc sur l'Europe et notamment l'Europe sociale, que nous nous déterminerons.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

◆ UN NEOCOMMUNISME A LA LITUANIENNE ◆

Algirdas Brazauskas a été triomphalement élu président de la République de Lituanie avec 60% des suffrages. Aujourd'hui, plus d'un observateur s'étonne de voir le pays qui, dès mars 1990, osa braver Moscou en proclamant son indépendance, porter à sa tête celui qui en fut le dernier dirigeant communiste.

Le parti du nouveau président, le Parti démocratique du travail, avait déjà provoqué la surprise en remportant les élections législatives à l'automne dernier, obtenant la majorité des sièges au Seimas, le parlement local. Comment expliquer un tel comportement électoral ? Le peuple lituanien se serait-il brutalement renié après avoir suivi Vitautas Landsbergis, celui qui le mena à l'indépendance ?

En fait, la Lituanie, comme le reste de l'espace soviétique, vit une transition difficile et douloureuse vers le marché : désorganisation des relations économiques avec ses partenaires, rupture des approvisionements énergétiques. Des pans de cette économie qui fut très intégrée à l'économie soviétique sont sinistrés. Le gouvernement précédent, élu par une petite majorité de centre-droit, en a naturellement été rendu responsable. L'incapacité à sortir le pays de ses difficultés, que ne pouvait compenser la logorrhée nationaliste de la droite lituanienne, a précipité le mouvement.

Mais en votant pour le Parti démocratique du travail, qui met en avant un programme d'esprit social-démocrate, puis en portant son chef à la tête de l'Etat, les électeurs lituaniens n'ont pas fait un choix idéologique. Ils ont émis un "vote utile", qui a nui au Parti social-démocrate, dont le programme et l'action suscitent pourtant bien des sympathies à Vilnius. Algirdas Brazauskas est un dirigeant communistes atypique. Longtemps à la tête d'un ministère technique, la construction, il a été ensuite celui qui, anticipant sur l'indépendance de son pays, coupa, dès 1989, les liens avec le PCUS. Populaire, considéré comme compétent, il est aussi, pour beaucoup de Lituaniens, celui qui pourra, en améliorant les relations avec la Russie, atténuer la crise énergétique qui frappe le pays.

Poisson pilote de l'expérience balte durant la perestroïka, la Lituanie a anticipé le grand mouvement qui a conduit à la fin de l'URSS. Vient-elle à nouveau de faire œuvre de pionnier ?

Charles Urjewicz

BREF... EN BREF... EN

■ **La création d'un tribunal international pour juger les responsables de violations graves du droit humanitaire dans l'ex-Yougoslavie a été décidée par l'ONU, à l'initiative de la France, et à l'unanimité, pour la première fois dans son histoire. Dans leur rapport, des juristes français préconisent la création d'un tribunal de quinze juges et excluent la peine de mort.**

■ Un Britannique sur deux (54%) aimerait quitter son pays. (Sondage Gallup, publié par le "Daily Telegraph").

■ **59% des Danois voteraient en faveur du traité de l'Union européenne lors du référendum du 18 mai prochain. Une progression de 6% en un mois.**

■ Encourageante tournée au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain W. Christopher. "Toutes les parties estiment que le temps est venu de reprendre le processus de paix qui, pour le chef d'Etat syrien, Hafez El Assad, l'emporte sur toutes les autres questions."



Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre, à son épouse restée sur ses terres

où l'on tond les moutons avec des poissons morts

...

Ma douce,

Le petit marquis de La Lande verte et M. de White Watcher, gardien blanc des marches de l'Est, ont entrepris l'autre semaine un pèlerinage en l'île de Shetland, au royaume d'Ecosse. La tempête déchaînée et les cieux incléments avaient drossé quelque grand navire chargé de naphte sur ses côtes déchiquetées. Las ! Le temps avait passé. Eux qui venaient compter les oiseaux morts et les poissons crevés ne trouvèrent que les papiers gras et les détritus laissés par les journalistes et les photographes venus avant eux compter les oiseaux morts et les poissons crevés. Les natifs de l'île de Shetland disent même que la marée rouge des journalistes et la marée verte des amis de la nature furent pires que la marée noire du naphte.

Mais, en réalité, le marquis de La Lande verte et M. de White Watcher ne venaient point là pour chercher des oiseaux et des poissons, fussent-ils crevés. Ils venaient là pour les moutons qui leur agréent tant, surtout au marquis de La Lande verte. Oh ! non, ma douce, ne vous méprenez point. Je ne parle point des moutons blancs de l'île de Shetland qui tant sont réputés par le monde pour leur belle laine. Je parle des moutons de chez nous que nos deux voyageurs aimeraient tant tondre lors de la grande votation qui aura lieu bientôt. On dit d'ailleurs que le petit marquis de La Lande verte a déjà tondu la toison sur la tête de M. de White Watcher (C'est à cause qu'il n'a plus de poil qu'il porte un toupet postiche).

Il aimerait bien tondre maintenant la laine rose de ceux qu'il considère comme les moutons du président. Un de mes amis se lamentait l'autre jour avec les vers du poète : "Pauvres moutons, quels beaux manteaux ils se tissent avec notre laine."



Mais un jour viendra où les yeux du peuple se décilleront et où il s'écriera : "Oh ! M. le marquis et M. de White Watcher sont nus !"

Adieu, ma douce, couvrez-vous chaudement et ne prenez point mal en ces temps de froidure.

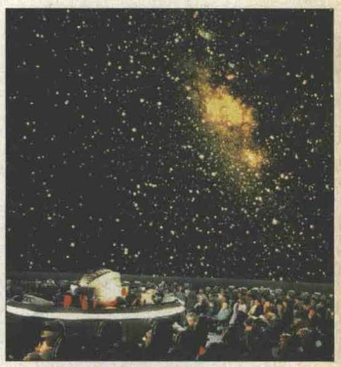
p.c.c. Jean Guiloineau

VIRGIL TANASE

La science en marche

Michel Serres, de l'Académie française, principalement philosophe, et Jacques Blamont, physicien, inspirateur de la politique spatiale française, ne sont pas tout à fait d'accord. Ce dernier publie *"Le Chiffre et le songe, histoire politique de la découverte" (1)* avec la conviction que, "à l'inverse des situations, des croyances, des événements qui se reproduisent ou donnent l'illusion du chaos, la science, et elle seule, évolue toujours dans la même direction, sans retour en arrière..." Dans son dernier ouvrage, *"Les Origines de la géométrie" (2),* Michel Serres est moins catégorique : "Mieux vaudrait alors, écrit-il, concevoir cette histoire comme une surface complexe, comportant des cheminées d'accélération forte, des cols d'arrêt ou d'équilibre, des zones de valeurs stationnaires, plusieurs déchirures..." Une image vient illustrer son propos : "Toute l'eau qu'Apollinaire ne regarde pas, sous le Pont Mirabeau, n'ira point, obligatoirement, à Rouen et celle qui se jette dans la Manche ne passa pas forcément sous le pont de ses amours... Des contre-courants poussèrent une partie du flux à rebrousser vers l'amont, des tourbillons et turbulences en saisirent une autre, sous la pile, au hasard et en cercle, l'évaporation en transforma une autre encore en vapeur... Certains éléments passent alors que d'autres remontent ou sont retenus et d'autres, enfin, annulés." Le modèle ainsi défini est celui du temps qui "percole, c'est-à-dire passe, reste ou ne passe pas, comme un liquide par une passoire ou un filtre." Cette façon d'envisager les choses n'est pas innocente puisque, en décrivant "l'origine de la géométrie", Michel Serres envisage, pour conclure, l'avènement probable d'une nouvelle science. "A travers ces réseaux percolants nouveaux, une nouvelle science et un autre habitat, une ville neuve, un nouvel univers se préparent, et pour les mêmes raisons que celles que ce livre évoque de l'ancien savoir et de l'antique maison, dont la naissance occupa les villes et les îles du Logos décrites par Thalès, Héraclite, Eudoxe, Hérodote ou saint Jean l'Évangéliste..." Le lecteur -qui ne doit pas s'attendre à un parcours facile, l'écriture de Michel Serres se développant selon les règles contorsionnées d'une pensée en train de se chercher et qui a du mal à trouver sa clarté dans les mots déjà imprégnés des principes contestés- est invité à réfléchir sur le génie hellénique qui unit la nature et la culture pour s'offrir la pensée du général, "la vérité de l'Universel". Jacques Blamont nourrit un projet moins ambitieux mais tout aussi gratifiant pour celui qui veut se faire une idée du cheminement de la connaissance. "C'est une histoire de la découverte que j'ai écrite, dit-il. Observant que les abstractions de la physique ont émergé de façon discontinue, à des moments localisés dans le temps et séparés par de longs intervalles, j'ai compris que chacune de ces ruptures a été la conséquence d'un phénomène socio-politique très particulier : la fondation d'une institution spécialisée par un prince." Fidèle à ce principe, Jacques Blamont passe en revue les différentes époques ayant fait progresser les sciences, mettant chaque fois en évidence les conditions politiques qui ont permis la constitution dè groupes de savants ("personnages libres, liés par leurs aspirations intellectuelles, le dessein de comprendre la nature par la science..."), s'épaulant les uns les autres pour aboutir à des découvertes fondamentales, parfois très à côté du projet de départ. Ainsi le premier pas sur la Lune, "mission accomplie avec l'efficacité allemande et la puissance américaine." Le "symbole du triomphe de la science dans ce qu'elle a de plus sublime" est venu racheter les recherches que les savants allemands entreprenaient pendant la guerre dans un but monstrueux. Jacques Blamont construit d'ailleurs son discours sur cette idée simple : notre grandeur dans la découverte scientifique est aussi notre victoire sur les pulsions bestiales qui nous habitent. Ce qui lui permet de conclure : "Mauvaise nouvelle pour les étoiles. Qu'elles s'en inquiètent : la créature la plus laide, la plus sale et la plus méchante de ce côté-ci de la galaxie s'apprête à quitter son terrier."

Notre grandeur dans la découverte scientifique est aussi notre victoire sur les pulsions bestiales qui nous habitent.

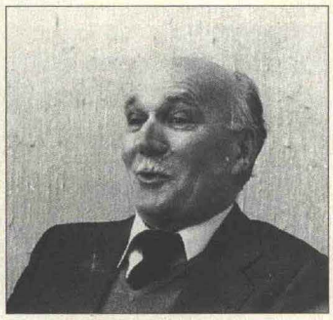


▲ *Le Planétarium de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Un pas de plus vers les étoiles.*

(1) Odile Jacob, 920 p., 240 F.
(2) Flammarion, 340 p., 120 F.

le mouvement ouvrier et ses divers visages

L'oubli est dangereux et cause de confusions, de camouflages ou de falsifications du passé. L'exposition consacrée à Jean Maitron est plus qu'un hommage au pionnier de la mémoire ouvrière et à son œuvre immense. C'est la reconnaissance historique de l'épopée des militants du progrès.



Accueillie par la Fondation de l'Arche de la Fraternité, l'exposition part à la découverte des acteurs du mouvement ouvrier, connus ou non. Grâce aux photographies, aux documents, aux biographies et aux films vidéo, on saisit les aspects multiples des mouvements sociaux en suivant des itinéraires particuliers. L'exposition est en quelque sorte l'illustration de l'œuvre de Maitron. Ce petit-fils de cordonnier, fils d'instituteur, a consacré sa carrière universitaire, et pour ainsi dire sa vie, à édifier un panthéon à ces acteurs illustres comme Babeuf, Blanqui, Guesde ou Jaurès, mais aussi, mais surtout, humbles, chemi-



nots socialistes, modistes cégétistes. Bref, au peuple des syndicalistes, des mutualistes, du peuple de gauche et d'extrême gauche dans toutes ses composantes. Cette exposition, conçue pour être itinérante, a pris le parti d'évoquer l'enracinement régional du mouvement ouvrier. Ainsi, le mineur de Carmaux, le bûcheron du Cher, le métayer du Lot-et-Garonne, l'électricien de banlieue, l'institutrice de Saône-et-Loire trouvent, au même titre que les plus grands, leur place dans le "Dictionnaire" devenu exposition. Tous sont présentés en situation, à l'usine, à la mine, à l'école ou au champ. On les suit dans les manifestations, les grèves et les congrès. On assiste à la confrontation de leurs aspirations, on partage utopies et espoirs et, au fil des avancées et des conquêtes de l'action syndicale et politique, on comprend tout ce qu'on leur doit.
En passant par les terres rudes du Centre et du Sud, par la Bretagne ouvrière et le Nord mythique, par cette banlieue qui fut rouge, nous découvrons la France du labeur et de la souffrance, des luttes et des victoires. Cette France, où le monde rural anticipa parfois les évolutions du monde urbain, où les féministes se levèrent au nom de l'égalité et de la dignité, où les ouvriers osèrent se battre pour la journée de huit heures, ne doit pas disparaître des mémoires. Des documents audio-visuels permettent de restituer le dialogue entre les militants dont la trajectoire est retracée et les auteurs du "Maitron", ce fabuleux "Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier", riche de 43 volumes, de1789 à 1939, contenant plus de 110.000 biographies, représentant trente ans du travail collectif de 370 collaborateurs.
Initiative de l'Association des amis du Maitron, présidée par Madeleine Rebérioux, l'exposition sera en Pays nantais en mars, pour se rendre ensuite à Marseille. Les municipalités et les comités d'entreprise qui souhaiteraient la recevoir, comme autant d'étapes de ce tour de France, peuvent s'inscrire.

Françoise Lorrain

Jusqu'au 28 février, à la Grande Arche de La Défense. Renseignements : Editions ouvrières. ☎ 44.08.95.15



▲ *De haut en bas.*
- *Jean Maitron.*
- *Un Premier mai à Villetaneuse (1927 ou 1928).*

☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57

STATION THERMALE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

17701

propose

à couple dynamique

BOULANGERIE PATISSERIE-SALON DE THE

en gérance libre ou vente (murs et/ou fonds) ensemble renové en 1993.

Adresser candidature (sous réf. 17602) au journal qui transmettra.

Saint-Quentin-en-Yvelines

Nous recherchons un

BIBLIOTHECAIRE RESPONSABLE SECTEUR ADULTES

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV à Monsieur le Président du SAN - BP 46 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

La Ville Nouvelle de St-Quentin-en-Yvelines

SAINT PRIEST

La Ville de SAINT-PRIEST (Rhône)

42.000 habitants - Agglomération lyonnaise

recrute

17703

UN AGENT ADMINISTRATIF ou UN ADJOINT ADMINISTRATIF

par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude pour son service jeunesse-enfance

MISSIONS

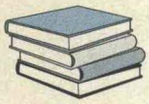
— accueil téléphonique et physique du public
— secrétariat, comptabilité simple
— suivi de réunions et assemblées générales

Connaissance du traitement de texte indispensable. Disponibilité exigée.

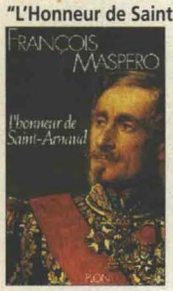
Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photocopie du dernier arrêté ou de la liste d'aptitude à :
Monsieur le Maire, BP 330, 69801 SAINT-PRIEST cedex

avant le 6 mars 1993

post-scriptum



FRANÇOIS MASPERO
"L'Honneur de Saint-Arnaud"



Bien entendu, on regrette d'avoir perdu François Maspero, l'éditeur. En revanche, quel écrivain unique se révèle-t-il ! Quel régal donne-t-il à ses lecteurs !
Son dernier livre est une immense parabole. Notre homme affecte de dresser une biographie du maréchal de Saint-Arnaud. Projet surprenant de sa part : conquérant brutal de l'Algérie, marchepied décisif de Louis-Napoléon, initiateur de la guerre de Crimée, cette baderne du Second Empire n'a rien pour séduire un Maspero. C'est qu'à travers le récit de la vie de ce chacal aux traits de héros, son historiographe raconte, en fait, l'histoire de la "conquête de l'Algérie" telle qu'on ne l'avait jamais dite : mercantile et sanguinaire. Edifiante narration.
Plon, 446 p., 145 F.



SABINE ZLATIN
"Mémoires de la dame d'Izieu"



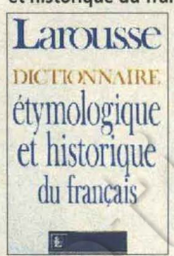
Une leçon de vie et de mémoire, comme l'écrit, en préface, François Mitterrand.
Sabine Zlatin est née en 1907 dans la Pologne occupée par les Russes. Comment est-elle venue en France, pourquoi s'est-elle engagée comme infirmière dès sa nationalité française acquise ? Comment s'est-elle trouvée à la tête de cette colonie d'enfants juifs, liquidée, le 6 avril 1944, par la rafle de Klaus Barbie ? A 85 ans, la "dame d'Izieu" a rédigé ses mémoires. Simples et implacables. Les photos et les lettres des enfants sont insoutenables.
Gallimard-Témoins, 176 p., 98 F.

EDITH LOMMEL ET THOMAS SCHREIBER
"L'Europe centrale et orientale"



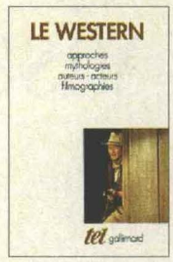
Et, en sous-titre : "Conflits, incertitudes et restructurations". Vaste inventaire ! Le premier bilan des bouleversements récents montre que l'enthousiasme a fait place au désenchantement souvent, ou à l'inquiétude parfois, voire au désespoir dans l'ex-Yougoslavie.
Analyse politique et économique des sept pays : Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, ou ex-pays : Tchécoslovaquie, Yougoslavie. Chronologies du 1er janvier 1991 au 31 août 1992. Statistiques, résultats électoraux, etc.
Documentation française-Etudes, 260 p., 110 F.

"Dictionnaire étymologique et historique du français"



Pour 50.000 mots de la langue française, leur origine (datation et première apparition écrite) et leur histoire (évolution du sens et de la forme).
Ainsi, le mot "impôt" date de 1399 et celui de "contribuable" est apparu... deux ans plus tard ! La "contrebande" est plus récente (1502). "Maestro" a été importé de l'italien par Stendhal et "maestria" par Théophile Gautier. Enfin, "perdurer", qui semble être un de ces mots à la mode de création récente, se trouvait déjà dans le "Psaume de Cambridge" (1120) !
Larousse-Trésors du français, 828 p., 200 F.

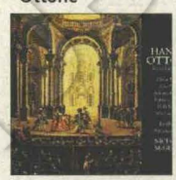
"Le Western"



C'est la réédition d'un classique qui avait disparu des librairies au grand dépit des amoureux de ce genre cinématographique : le western. Domaine fascinant où l'univers du sérieux et celui du jeu se mêlent à l'aventure.
Enumération des grands thèmes : alcool, banque, bisons, cow-boys et cinquante autres, avec leur filmologie. Dictionnaire des auteurs, des acteurs, des films et palmarès personnels d'une trentaine des spécialistes : "Rio Bravo", de Howard Hawks, vient en tête.
Gallimard-Tel, 386 p. 75 F.



HAENDEL
"Ottone"



Les caprices des divas d'aujourd'hui ne sont qu'enfantillages face aux névroses caractérisées des cantatrices de jadis. La Cuzzoni fut une des plus grandes sopranos de tous les temps. Et une enquiquineuse de première classe. En 1723, devant la cour d'Angleterre, et surtout devant le refus de la diva de chanter un air de "Ottone", qu'elle jugeait trop peu orné, Haendel éclata : "Vous êtes, madame, une véritable diablesse, mais moi, je suis Belzebuth, le chef des diables." Sur ce, il la prit par la taille et l'aurait défenestrée si on ne l'avait ceinturé.
"Ottone" est un magnifique opéra de voix de femmes. Quelques-uns des airs des deux sopranos sont de toute beauté : musicalité, virtuosité, ton. Belle direction de Nicholas Mc Gegan, grand défricheur de Haendel à qui l'on doit ce premier enregistrement mondial.
Harmonia-Mundi, 3 CD, 907073, env. 370 F.

SCHÖNBERG
"Gurre-Lieder"



A Vienne, en 1913, Arnold Schönberg connut le plus grand succès de son vivant, un triomphe même, avec ces monumentaux "Gurre-Lieder". C'était juste avant qu'il ne franchît le pas vers l'atonalité. C'est Schönberg au plus haut du post-romantisme et encore sous l'emprise profonde de Wagner.
L'intense légende d'amour de Waldemar et Tove, reprise du folklore danois, devient un vaste poème lyrique qui nécessite des effectifs pharaoniques : un orchestre de 150 exécutants et un double chœur mixte à huit voix. Zubia Mehta et le Philharmonique de New-York extraient toute la force et toute la sensibilité de cette énorme partition. Souffle vaste et généreux. Beaux solistes : E. Marton, G. Lakes, F. Quivar, H. Hotter.
Sony-Classical, 2 CD, 48077, 106' 33", 225 F.

BUNNY BRUNEL
"Dedication"



La formule est simple et a déjà fait ses preuves, Prenez quelques-uns des plus beaux thèmes du jazz, tels "Dolphin dance" ou "Stella by starlight", augmentez-les de compositions d'un cru plus qu'honnête, faites interpréter le tout par un quartet bien homogène et tonique : Brunel (contrebasse), Stern (guitare), Childs (piano), Colaiuta (batterie) placez une cerise au sommet de la pièce montée en invitant, pour conclure l'album, un pianiste de prestige en la personne de Chick Corea et le tour est joué. Et même fort bien joué...
Musidisc 500362, 70' 16", env. 130 F.

VINX
"I love my job"



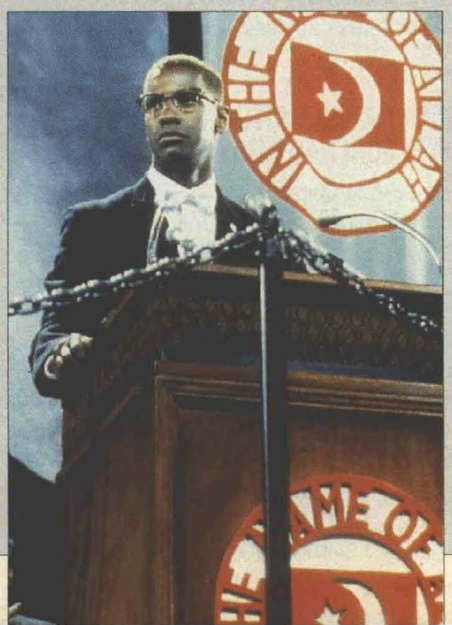
Nous vous le signalions déjà l'an passé : Vincent De Don Parette, dit Vinx, athlète olympique, percussionniste et chanteur hors pair, artiste d'exception, est l'homme à suivre. "Rooms in my fatha's house" fut l'album de la découverte. "I love my job" est celui de la confirmation.
Musique gaie, enjouée et néanmoins profonde car, rattachée aux instruments ancestraux que sont les djembes, djun-djuns, cuicas auxquels se lient les voix magiques et mélodieuses des Zap Mama. L'album précédent vous avait conquis, celui-ci ne vous décevra pas.
TRI/BMJ/71315220, 63' 34", env. 130 F.

CINEMA

"Malcom X"

Un film de 3 h 20 où l'on ne s'ennuie pas est un film réussi. Eh bien, l'on ne s'ennuie pas avec "Malcom X". Le film se divise en trois grandes périodes, les trois vies successives de Malcom. La jeunesse, où, après avoir fait tous les métiers, il devient gangster, les années de détention avec sa conversion à l'islam et, enfin, la période militante. Tout en se faisant l'interprète de ce prophète, Spike Lee a réalisé un film très personnel. Les scènes de bal sont dignes des plus grandes comédies musicales, celles du quartier noir de Boston, dans les années 40, grâce aux mouvements de caméra étourdissants et à une musique omniprésente, nous valent une reconstitution historique très vivante.
Destin exceptionnel que celui de ce petit gangster qui devint l'une des figures les plus marquantes de l'histoire américaine. Tous ceux qui l'approchèrent furent fascinés par son intelligence, sa sincérité et sa chaleur. L'interprétation de Denzel Washington est le fruit d'un travail de comédien poussé à l'extrême : initiation aux traditions islamistes, lecture du Coran, renoncement aux viandes et alcools, etc. Sa ressemblance avec Malcom X est telle que Spike Lee a pu se permettre d'alterner les images de Malcom X lui-même avec celles de l'acteur sans que la différence ne soit perceptible.
La plupart des films de Spike Lee ("Do the right thing", "Jungle fever") dénoncent les règles injustes qui régissent les rapports entre Blancs et Noirs. Bien qu'on sente sa préférence pour la lutte, il n'apporte pas de solution, oscillant entre l'autodéfense et la non-violence. Mais cette fois-ci, le metteur en scène a été totalement inspiré par le sujet, comme s'il parlait de lui-même.

C.P.



◀ *"Malcolm X".*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Françoise Lorrain (enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

ROGER LESGARDS

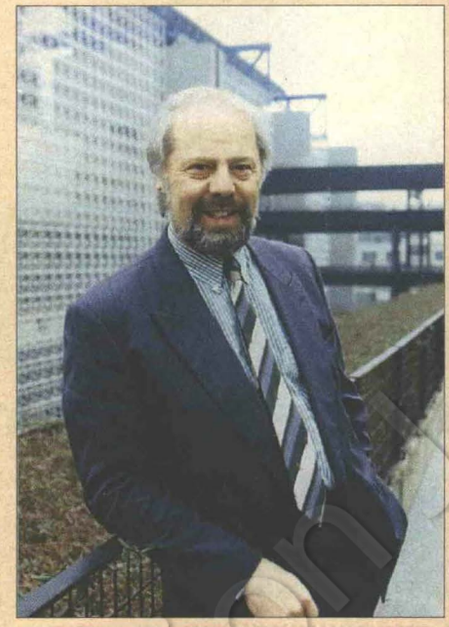
Le complexe de La Villette est désormais symbole de modernité, d'innovation, de vitrine de l'avenir. Roger Lesgards, président de la Cité des sciences et de l'industrie, fait découvrir une démarche qui a valeur d'exemple.

La Cité des sciences et de l'industrie aura bientôt sept ans...
Elle est née, en effet, le 23 mars 1986, lors du passage de la comète de Halley. Nous tenions à cette date, car la comète ne passe que tous les soixante-seize ans ! Le lieu et le but étaient complètement novateurs. Il s'agissait de faire le contraire d'un musée : montrer la science et la technique en train de se faire, les approcher au travers de la manipulation, de l'expérimentation, de l'observation. Le projet initial comportait des lieux très divers : une grande bibliothèque, des salles de spectacle, la géode, l'inventorium, qui est devenu depuis la Cité des enfants. Récemment, s'y est ajouté le sous-marin. Après une période de rodage, le projet a tout de même beaucoup évolué.

Votre mission est aussi bien culturelle que didactique...
Nous avons développé trois grands axes. En premier, le loisir culturel. C'est un lieu où l'on vient en famille, souvent tiré par les enfants, se frotter à la science. De la découverte ludique, il restera bien quelque chose. Ce public représente les deux tiers de notre fréquentation. Le deuxième, c'est l'axe pédagogique, un domaine où nous gagnons beaucoup en professionnalisme. D'abord, les "classes Villette" qui s'adressent aussi bien aux collèges qu'aux écoles primaires et aux lycées. Ce sont des programmes de cinq jours élaborés avec les enseignants sur des sujets choisis par eux et qui peuvent ne pas se dérouler entièrement ici. Par exemple, une classe de terminale qui choisit pour thème la bioéthique pourra visiter un laboratoire de l'INSERM (1) ou assister à une séance du Comité national d'éthique.

Y a-t-il beaucoup de demandes ?
De plus en plus. Un tiers de notre public est déjà constitué de scolaires de presque toutes les académies. Nous sommes mille à travailler ici. Scientifiques, chercheurs, créateurs, muséologues, architectes, dont quarante-cinq enseignants mis à disposition par l'Education nationale pour nous aider à élaborer des produits qui seront à la fois attractifs pour les jeunes et bien acceptés par les enseignants. Nous faisons aussi de grands "entretiens Villette" de trois jours destinés aux professeurs et des expériences vers l'extérieur où des expositions et des activités sont installées directement dans les écoles.

Vous aviez évoqué trois axes...
Le troisième, c'est l'emploi. En avril, nous ouvrirons une grande Cité des métiers. L'ANPE (2) sera présente (une agence comme les autres, avec ses prospecteurs placiers), mais aussi les services d'information et d'orientation de l'Education nationale, l'AFPA (3), des organismes de formation et des chambres du commerce et de l'industrie. C'est un lieu gratuit où des services seront offerts aux jeunes souvent perdus dans les méandres des stages, des formations, des filières, dans un cadre qui dédramatise la recherche d'emploi. Un centre de ressources sera mis à leur disposition, en osmose avec la médiathèque. Cela ne faisait pas partie de notre mission initiale, mais nous nous sommes rendus compte que ce pouvait être un lieu important pour orienter et aider.



Il faut développer une culture scientifique et technique partagée par le plus grand nombre et utilisant tous les vecteurs de la société.

Croyez-vous qu'il faille attirer les gens vers la science ?
Il n'y a jamais eu de manque dans les carrières de scientifiques chercheurs ni d'ingénieurs. Les concours sont très difficiles et les candidats motivés. Mais le reste de la population a un réflexe de recul, une sorte de complexe que l'on n'éprouve pas en visitant le Louvre ou le musée d'Orsay, même si on ne connaît pas grand-chose à la peinture. Un lieu comme celui-ci est fait pour aider à comprendre le monde dans lequel on vit, en commençant par son métier. Il n'y a plus, aujourd'hui, de bureau sans micro-ordinateur... De plus, nous sommes dans une période de fin de siècle, fin de millénaire, où les catastrophismes sont à la mode. On assiste à une remontée de l'irrationnel qui se traduit -y compris sur le plan politique- par toutes sortes de mouvements intégristes. Pour lutter contre ces peurs, il faut dédramatiser l'inconnu, faire découvrir, faire comprendre.

Et les médias ?
La presse écrite de vulgarisation et même les livres se portent plutôt mieux en France qu'ailleurs. Certains quotidiens font des pages scientifiques de bonne qualité. La télévision, elle, propose très peu d'émissions et à des heures peu accessibles. L'une des raisons est sûrement une trop grande réaction à l'audimat mais rares sont les chercheurs qui acceptent d'y apporter leur message. Pour eux, c'est un peu trahir la science que d'adapter son langage à celui de la télévision.

Croyez-vous que le politique peut infléchir cette situation ?
Oh oui ! Depuis le grand mouvement des assises nationales de la recherche, en 1982, beaucoup d'améliorations ont vu le jour. En particulier, on a fait tomber le tabou qui interdisait aux chercheurs de se mêler de l'industrie. Désormais, le secteur public travaille avec les entreprises et beaucoup d'entre elles ont développé des services de recherche. La création de la Cité des sciences est un bon exemple, mais le Muséum d'histoire naturelle va devenir un lieu de culture extraordinaire sur le darwinisme et le CNAM (4), qui n'avait pratiquement pas eu de crédits depuis la Révolution, va pouvoir être rénové, ainsi que le Palais de la Découverte.

L'apport politique se résumerait à la fourniture de crédits...
Pas uniquement. Des initiatives, telle que la fête de la Science, avec ses journées portes ouvertes, sont utiles mais ce n'est pas tout. Il faut développer une culture scientifique et technique partagée par le plus grand nombre en utilisant tous les vecteurs de la société, y compris un certain snobisme qui fait désormais -et j'en suis heureux- qu'on ne peut plus visiter Paris sans se rendre à la tour Eiffel, au Louvre, au musée d'Orsay, à Beaubourg, à la Grande Arche... et chez nous.

Propos recueillis par Vanda Gervasio

(1) Institut national de la santé et de la recherche médicale.
(2) Agence nationale pour l'emploi.
(3) Association pour la formation professionnelle des adultes.
(4) Conservatoire national des arts et métiers.

INGENIERIE ET ENTREPRISE

EN ELECTRICITE
ET CONTROLE INDUSTRIEL

GTME

GTM ENTREPOSE ELECTRICITE

PRODUCTION, TRANSPORT ET DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE
CONTROLE DES PROCEDES INDUSTRIELS ET INSTRUMENTATION
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET AUTOMATISATION
SYSTEMES DE TELESUPERVISION ET DE TELETRANSMISSION
RESEAUX DE TELECOMMUNICATION ET VIDEOCOMMUNICATION
RESEAUX LOCAUX D'ENTREPRISE
ELECTRIFICATION ET SIGNALISATION FERROVIAIRE, GESTION DES TRANSPORTS
ANALYSE INDUSTRIELLE
SYSTEMES DE SECURITE INDUSTRIELLE

Siège social : 61, avenue Jules Quentin • Nanterre (Hauts de Seine) • France
Adresse postale : B.P. 315 • 92003 Nanterre Cedex
Tél.: (1) 46.95.70.00 • Télex : 616700 GTME • Télécopieur : (1) 46.95.70.60

Col. Fondation Jean Jaurès